Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°01 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib1-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation : Vendredi 04 Septembre 2026

Objet : APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 05 JUIN 2026

Nombre de Conseillers	
En exercice	27
Présents	25
Votants	27

Détail des votes	
Pour	27
Contre	0
Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janick AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.

Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote :
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Éric GIRARD

Absents : /

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L.2121-25 et R.2121-11 ;
VU l'ordonnance et le décret du 07 Octobre 2021, relatifs à la réforme de la publicité, entrée en vigueur et conservation des actes des collectivités et de leurs groupements ;
VU le règlement intérieur du Conseil Municipal 2020/2026 adopté par délibération de l'assemblée délibérante le 21 Septembre 2020, révisé les 14 Juin 2021 et 26 Septembre 2022.
CONSIDÉRANT qu'à compter du 01 Juillet 2022, le compte rendu du conseil municipal est supprimé, pour être remplacé par un procès-verbal contenant une liste de mentions détaillées dans le règlement intérieur du conseil municipal
CONSIDÉRANT qu'une fois établi, ce procès-verbal non définitif, est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.
CONSIDÉRANT que le procès-verbal de la séance est arrêté à la séance suivante par une mise aux voix pour adoption, et intègre les rectifications éventuelles.

Le procès-verbal de la séance du Vendredi 05 Juin 2026 est soumis à l'approbation du conseil municipal,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal ADOPTE **à l'unanimité des voix** le procès-verbal de la séance du Vendredi 05 Juin 2026.

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib1-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Sargé lès-le Mans

PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU VENDREDI 05 JUIN 2026

Le vendredi cinq juin deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du mercredi vingt-sept avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire

27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.

Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote :
Janick AUBER donne pouvoir à Christine ROUSSELIN
Michel DUVEAU donne pouvoir à Patrice TEMPLIER
Éric GIRARD donne pouvoir à Thierry MOHIMONT
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Céline BELLÉE
Xavier LAVIRON donne pouvoir à Xavier CONTANT
Aurélie PICHON donne pouvoir à Ludovic HERRAUX
Angélique PLIQUE donne pouvoir à Guénaël GRAGNIC

Absents : /

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
Mme Céline BELLÉE est nommée secrétaire de séance.

OBJET N°01 : APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 04 MAI 2026

Rapporteur : Xavier CONTANT — Délibération n°01/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L.2121-25 et R.2121-11 ;

VU l'ordonnance et le décret du 07 Octobre 2021, relatifs à la réforme de la publicité, entrée en vigueur et conservation des actes des collectivités et de leurs groupements ;

VU le règlement intérieur du Conseil Municipal 2020/2026 adopté par délibération de l'assemblée délibérante le 21 Septembre 2020, révisé les 14 Juin 2021 et 26 Septembre 2022.

CONSIDÉRANT qu'à compter du 01 Juillet 2022, le compte rendu du conseil municipal est supprimé, pour être remplacé par un procès-verbal contenant une liste de mentions détaillées dans le règlement intérieur du conseil municipal

CONSIDÉRANT qu'une fois établi, ce procès-verbal non définitif, est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de la séance est arrêté à la séance suivante par une mise aux voix pour adoption, et intègre les rectifications éventuelles.

Le procès-verbal de la séance du Lundi 04 mai est soumis à l'approbation du conseil municipal,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal ADOPTE **à l'unanimité des voix** le procès-verbal de la séance du Lundi 04 mai 2026.

Le Maire et la secrétaire de séance concernés vont signer le présent procès-verbal.

Remarques

Un élu fait à nouveau la demande que les interventions soient retranscrites de manière nominative au procès-verbal. M. le Maire rejette cette demande afin de préserver la sécurité des élus, en appliquant la règle de l'anonymat, et soumet ce sujet au vote des membres. Par un vote à main levée, cette décision est confirmée par la majorité des membres.
Suite à l'intervention d'un membre, il est précisé que les résultats du rapport social unique 2025 seront présentés au cours d'un prochain conseil municipal.

OBJET N°02 : DESIGNATION DES DÉLÉGUÉS MUNICIPAUX AUX ÉLECTIONS SÉNATORIALES DU 27 SEPTEMBRE 2026

Rapporteur : Xavier CONTANT

Nombre de Conseillers	
En exercice	27
Présents	20
Votants	27

VU le Code électoral,
VU le Code Général des Collectivités Territorial (CGCT),
VU la loi n°2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité,
VU le décret n°2026-301 du 21 avril 2026 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs au dimanche 27 septembre 2026.
VU la note d'information ministérielle NOR INTP2611651C du 6 mai 2026 relative à la désignation des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants et à l'établissement du tableau des électeurs sénatoriaux,
VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 2026 fixant le nombre de délégués et le mode de scrutin applicable pour chaque commune,

CONSIDÉRANT que le Sénat est composé de 348 sénateurs, renouvelé par moitié tous les trois ans. Ils sont élus pour 6 ans (renouvelable), au suffrage universel indirect.
CONSIDÉRANT que le collège électoral est composé d'environ 160.000 « grands électeurs », désignés dont 95% sont des délégués de conseils municipaux
CONSIDÉRANT que les collèges électoraux sont convoqués le Dimanche 27 septembre 2026, afin de procéder au renouvellement des mandats des sénateurs dans les départements de la série2, dont fait partie le département de la Sarthe.
CONSIDÉRANT que l'élection des délégués et des suppléants des conseils municipaux doit avoir lieu impérativement le vendredi 05 juin 2026. En l'absence de quorum à cette date, le conseil municipal devra à nouveau se réunir le mardi 09 juin 2026.
CONSIDÉRANT que le nombre de délégués à élire pour la Commune de Sargé-Lès-Le Mans (commune de moins de 9.000 habitants) est fixé à 15 titulaires et 5 suppléants. Les suppléants

civiques et politiques, d'empêchement majeur ou de cessation des fonctions de conseiller municipal.
CONSIDÉRANT que les délégués et leurs suppléants sont élus sans débat, au scrutin secret, simultanément sur une même liste paritaire (parité alternative), suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage (remplacement du nom d'un ou de plusieurs candidats par celui ou ceux d'un ou de plusieurs candidats), ni vote préférentiel (modification de l'ordre de présentation des candidats sur une liste)
CONSIDÉRANT que les délégués et les suppléants sont élus, dans les communes de 1 000 à 8 999 habitants, parmi les membres du conseil.
CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de constituer un bureau électoral, présidé par le Maire et composé en outre des deux membres du conseil municipal les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et des deux membres les plus jeunes
CONSIDÉRANT que les délégués sont élus par et parmi les conseillers municipaux, tandis que les suppléants sont élus parmi les conseillers municipaux et les électeurs inscrits sur les listes électorales de la commune. Tout conseiller municipaux ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste complète ou incomplète, de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants. L'élection des délégués et des suppléants à lieu simultanément sur une même liste, composée désormais alternativement d'un candidat de chaque sexe.

A l'issue de l'élection, les résultats seront répertoriés dans un procès-verbal qui sera envoyé en Préfecture.

COMMUNE : SARGÉ-LÈS-LE MANS

COMMUNES DE 1 000 HABITANTS ET PLUS ANNEXE AU PROCES-VERBAL

ÉLECTIONS DES DÉLÉGUÉS DES CONSEILS MUNICIPAUX ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS

FEUILLE DE PROCLAMATION n°1/1[1]

annexée au procès-verbal des opérations électorales

Qualité (M. ou Mme)	Nom et prénom de l'élu(e)	Liste sur laquelle il/elle figurait	Mandat de l'élu(e)[2]	Suffrages obtenus
M.	BOUGRAT Olivier	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	DONNÉ Nathalie	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	TEMPLIER Patrice	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	RAVENEL Dominique	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	GRENET François	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	BOUVARD Nicole	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	CONTANT Xavier	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	PICHON Aurélie	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	GRAGNIC Guénaël	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	LEBOUC Ludivine	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	LAVIRON Xavier	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	CAPMAL BEAUSEIGNEUR Sandrine	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	HERRAUX Ludovic	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	AUBER Janick	Liste BOUGRAT Olivier	Déléguée	27
M.	GIRARD Éric	Liste BOUGRAT Olivier	Délégué	27
Mme	ALLIAU Stéphanie	Liste BOUGRAT Olivier	Suppléante	27
M.	MASSOT Jean-Louis	Liste BOUGRAT Olivier	Suppléant	27
Mme	BELLÉE Céline	Liste BOUGRAT Olivier	Suppléante	27
M.	GRISON Arthur	Liste BOUGRAT Olivier	Suppléant	27
Mme	PLIQUE Angélique	Liste BOUGRAT Olivier	Suppléante	27

Fait à Sargé-Lès-Le Mans, le 05 Juin 2026

Le maire,

Xavier CONTANT

Les membres du bureau,

Nicole BOUVARD

Patrice TEMPLIER

Ludovic HERRAUX

Arthur GRISON

Le secrétaire,

Céline BELLÉE

Remarques

Monsieur le Maire précise qu'une liste unique a été constituée.

OBJET N°03 : TIRAGE AU SORT DES JURYS D'ASSISES 2027

Rapporteur : Xavier CONTANT — Délibération n°03/06-2026

Nombre de Conseillers	
En exercice	27
Présents	20
Votants	27

VU le Code de procédure pénale et notamment les articles 254 à 267 et A36-13,
VU la loi du 10 Août 2011 sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs,
VU le décret n°2011-1271 du 12 Octobre 2011 relatif à la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale,
VU le décret n°2025-1362 du 26 Décembre 2025 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon,
VU l'arrêté du 30 mars 2026 fixant la répartition des 447 jurés d'assises dans le département de la Sarthe et son annexe

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'établissement de la liste préparatoire à la liste annuelle des jurés qui seront appelés à siéger au cours des assises de l'année 2027,
CONSIDÉRANT que le tirage au sort doit être effectué publiquement à partir de la liste générale des électeurs de la commune
CONSIDÉRANT que ce tirage au sort ne constitue que le stade préparatoire de la procédure de désignation des jurés
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au tirage au sort d'un nombre triple de celui fixé par l'arrêté précité, à savoir 9 noms,
CONSIDÉRANT qu'il n'appartient pas au Maire de s'inquiéter des incompatibilités ou incapacités dont il pourrait avoir connaissance,
CONSIDÉRANT qu'il convient d'écarter du tirage au sort les personnes qui, bien qu'inscrites sur la liste générale des électeurs de la commune, n'auraient pas leur domicile ou leur résidence principale dans le département. Par ailleurs, le tirage qui correspondrait au nom d'une personne radiée pour quelque cause que ce soit de la liste générale des électeurs serait à considérer comme nul,
CONSIDÉRANT que les personnes qui n'auront pas atteint l'âge de 23 ans au cours de l'année civile qui suit, ne pourront être retenues pour la constitution de la liste préparatoire (soit nées au plus tard le 31 Décembre 2004),
Par un premier tirage qui désignera le numéro de la page de la liste générale des électeurs, puis un second tirage qui donnera la ligne, la liste des jurés s'établira.

L'Assemblée municipale a validé le tirage au sort ci-dessous :

	Nom de naissance	Prénom	Nom épouse	Date de naissance	Lieu de naissance	Adresse sur Sargé
1	GAUDRE	Francis, Henri, Georges		11/05/1951	Lombron (72)	6 Impasse de Ballon

2	BEAUDIAU	Michaella, Anita	BERNARDEAU	20/05/1970	Le Mans (72)	1580 Route de Neuville
3	JOUY	Monique, Marie, Thérèse	LEPELTIER	08/01/1956	Savigné-l'Évêque (72)	28 Rue des Tamaris
4	BRAUD	Jerome, Vincent, Marie, Gabriel		11/09/1964	Le Mans (72)	19 Rue Eric Tabarly
5	THIBAULT	Linaelle, Ambre, Ysatis		28/05/2003	Le Mans (72)	5 Rue Michel Jazy
6	BRIEN	Patrick, Maurice, Louis		25/09/1953	Paris 14ème (75)	32 Rue du Bignon
7	PETIT	Dominique		21/09/1948	Nouzonville (8)	19 Rue Marcel Cerdan
8	AKOHOGNI	Esther, Caroline	GOURA A MOUGNOL	23/07/1970	YAOUNDE (Cameroun)	62 Chemin de la mare aux bœufs
9	BRIFFAULT	Josette, Rolande, Rejane	EGON	27/12/1952	La Ferté Bernard (72)	15 Rue des Maréchaux

OBJET N°04 : TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) 2027

Rapporteur : Guénaël GRAGNIC — Délibération n°04/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 17 Mai 2010 instituant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, et en fixant les modalités sur la commune de Sargé-Lès-Le Mans,
VU la délibération n°03 / 05-2024 du Conseil Municipal en date du 17 Juin 2024 maintenant les tarifs applicables pour la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure sur la commune de Sargé-Lès-Le Mans, pour les années 2025 et 2026,
VU l'article L.2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que les tarifs maximaux et les tarifs appliqués sont relevés, chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année,
VU l'article L.2333-9 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les tarifs maximaux applicables en 2027 (en euros par m²), sachant que la superficie prise en compte est la somme des superficies des enseignes.
CONSIDÉRANT l'examen de ce projet par la commission des finances du 21 Avril 2026,
CONSIDÉRANT la proposition émise par cette dernière, à savoir une augmentation linéaire des tarifs de +2,5% au 01 Janvier 2027 puis +2,5% au 1er janvier 2028.
CONSIDÉRANT que les montants obtenus sont inférieurs aux tarifs maximaux autorisés pour l'année 2027,

Monsieur le Maire sollicite l'Assemblée Municipale pour fixer la grille tarifaire de la TLPE, sur les années 2027 et 2028, sur la base d'une augmentation linéaire des tarifs de +2,5% au 01 Janvier 2027 puis +2,5% au 1er janvier 2028.

Par un vote à scrutin public ordinaire, l'Assemblée municipale DÉCIDE **à l'unanimité des voix** de fixer les tarifs de la TLPE 2027 et 2028, conformément au tableau ci-joint :

	2027	2028
POUR LES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRE-ENSEIGNES (affichage non numérique)		
Supports dont la superficie est inférieure ou égale à 50m²	18,14 €	18,60 €
Supports dont la superficie est supérieure à 50m²	36,29 €	37,19 €
POUR LES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRE-ENSEIGNES (affichage numérique)		
Supports dont la superficie est inférieure ou égale à 50m²	54,43 €	55,79 €
Supports dont la superficie est supérieure à 50m²	108,86 €	111,58 €
POUR LES ENSEIGNES		
Lorsque la somme des superficies taxables est inférieure ou égale à 12m²	18,14 €	18,60 €
Lorsque la somme des superficies taxables est comprise entre 12m² et 50m²	36,29 €	37,19 €
Lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 50m²	72,57 €	74,38 €

OBJET N°05 : TARIFICATION DES SERVICES MUNICIPAUX 2026-2027

Rapporteur : Guénaël GRAGNIC — Délibération n°05/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

CONSIDÉRANT l'annualisation de la tarification des services municipaux pour :

- Les prestations périscolaires et extrascolaires : Restauration Scolaire, Accueil Périscolaire - Etudes Surveillées, Mercredis-Loisirs – Centres de Loisirs, Local jeunes, Stages/Séjours en France métropolitaine, Stages/Séjours européens
- Les prestations culturelles : de l'École de musique, les spectacles à l'Espace Scelia, de la Médiathèque,
- Les locations des salles municipales,
- Les prestations générales telles que les concessions funéraires et jardin du souvenir ainsi que des photocopies,
- La vente des encarts publicitaires insérés dans le bulletin municipal,

CONSIDÉRANT la nécessité de réviser la grille tarifaire, en tenant compte du contexte économique actuel, de l'inflation prévue en 2026 (+2%), de l'évolution tarifaire de notre prestataire API en septembre prochain (+1,1%),

CONSIDÉRANT la part portée par la commune dans le fonctionnement de ces différentes prestations

CONSIDÉRANT que la tarification des services a fait l'objet d'une étude lors de la Commission Finances qui s'est réunie le jeudi 21 mai 2026,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée municipale d'actualiser les tarifs sur les bases suivantes :

- Modifier toutes les tranches de quotients familiaux, en les actualisant de +5%
- Moduler la progressivité des premières tranches de quotients familiaux
- Diminuer les tarifs des prestations scolaires, périscolaires et extrascolaires en moyenne de 10%, et maintien de la dégressivité financière pour les fratries sur certaines activités
- Harmonisation de la tarification différentielle pour les sargéens et non sargéens (+25%)
- Ajuster les tarifs de l'école de musique en introduisant une seule grille pour les non sargéens, et en augmentant les montants de 2% (arrondis au trimestre)

- Modifier les grilles pour la location de Scelia et la salle des fêtes et augmentation du tarif des salles de 2% (arrondis) hors cautions
- Augmenter de 2% les tarifs des encarts publicitaires et du cimetière
- Préciser les règles de facturation aux associations sargéennes

CONSIDÉRANT la part portée par la commune dans le fonctionnement de ces différentes prestations

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, l'Assemblée municipale AUTORISE **à l'unanimité des voix** Monsieur le Maire à appliquer les nouveaux tarifs **à compter du 1er Septembre 2026.**

PRESTATIONS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES

RESTAURANT SCOLAIRE	QUOTIENT FAMILIAL	% du tarif plein	COMMUNE			HORS COMMUNE		
			REPAS MATERNELLE	REPAS ÉLÉMENTAIRE	Projet d'Accueil Individualisé (PAI)	REPAS MATERNELLE	REPAS ÉLÉMENTAIRE	Projet d'Accueil Individualisé (PAI)
TRANCHE 1	<= 552,99€	50%	2,77 €	2,77 €	0,97 €	3,46 €	3,46 €	1,21 €
TRANCHE 2	553€ à 774,99€	60%	3,32 €	3,32 €	1,16 €	3,99 €	3,99 €	1,40 €
TRANCHE 3	775€ à 994,99€	70%	3,88 €	3,88 €	1,36 €	4,65 €	4,65 €	1,63 €
TRANCHE 4	995€ à 1330,99€	80%	4,43 €	4,43 €	1,55 €	5,32 €	5,32 €	1,86 €
TRANCHE 5	1331€ à 1656,99€	95%	5,26 €	5,26 €	1,84 €	6,32 €	6,32 €	2,21 €
TRANCHE 6	=> 1657€	100%	5,54 €	5,54 €	1,94 €	6,65 €	6,65 €	2,33 €
TARIF UNIQUE POUR REPAS OCCASIONNEL :			6,93 €			8,31 €		
TARIF UNIQUE POUR REPAS ADULTE :			7,56 €					

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE ÉTUDES SURVEILLÉES	QUOTIENT FAMILIAL	% du tarif plein	COMMUNE			HORS COMMUNE		
			ACCUEIL MATIN	ACCUEIL SOIR	ETUDES SURVEILLÉES	ACCUEIL MATIN	ACCUEIL SOIR	ÉTUDES SURVEILLÉES
TRANCHE 1	<= 552,99€	65%	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,49 €	2,49 €	2,49 €
TRANCHE 2	553€ à 774,99€	70%	2,15 €	2,15 €	2,15 €	2,69 €	2,69 €	2,69 €
TRANCHE 3	775€ à 994,99€	75%	2,30 €	2,30 €	2,30 €	2,88 €	2,88 €	2,88 €
TRANCHE 4	995€ à 1330,99€	85%	2,61 €	2,61 €	2,61 €	3,26 €	3,26 €	3,26 €
TRANCHE 5	1331€ à 1656,99€	90%	2,76 €	2,76 €	2,76 €	3,45 €	3,45 €	3,45 €
TRANCHE 6	=> 1657€	100%	3,07 €	3,07 €	3,07 €	3,84 €	3,84 €	3,84 €

Calcul Quotient Familial = Revenu Imposable n-2 / 12 / Nbe personnes du foyer

MERCREDIS LOISIRS VACANCES	QUOTIENT FAMILIAL	% du tarif plein	COMMUNE			HORS COMMUNE		
			JOURNÉE	1/2 JOURNÉE	REPAS	JOURNÉE	1/2 JOURNÉE	REPAS
TRANCHE 1	<= 552,99€	70%	15,49 €	7,75 €	2,77 €	19,36 €	9,68 €	3,46 €
TRANCHE 2	553€ à 774,99€	75%	16,60 €	8,30 €	3,32 €	20,75 €	10,37 €	3,99 €
TRANCHE 3	775€ à 994,99€	80%	17,70 €	8,85 €	3,88 €	22,13 €	11,07 €	4,65 €
TRANCHE 4	995€ à 1330,99€	90%	19,92 €	9,96 €	4,43 €	24,90 €	12,45 €	5,32 €
TRANCHE 5	1331€ à 1656,99€	95%	21,02 €	10,51 €	5,26 €	26,28 €	13,14 €	6,32 €
TRANCHE 6	=> 1657€	100%	22,13 €	11,07 €	5,54 €	27,66 €	13,83 €	6,65 €

Calcul Quotient Familial = Revenu Imposable n-2 / 12 / Nbe personnes du foyer

Dégressivité : 2ème enfant de la même fratrie (-20%), à partir du 3ème enfant de la même fratrie (-40%)

LOCAL JEUNE COTISATION ANNUELLE AUX ACTIVITÉS : 12€

SÉJOURS/STAGES MÉTROPOLE	QUOTIENT FAMILIAL	% du tarif plein	SEMAINE	
			COMMUNE	HORS COMMUNE
TRANCHE 1	<= 552,99€	70%	144,00 €	180,00 €
TRANCHE 2	553€ à 774,99€	75%	154,00 €	193,00 €
TRANCHE 3	775€ à 994,99€	80%	164,00 €	205,00 €
TRANCHE 4	995€ à 1330,99€	90%	185,00 €	231,00 €
TRANCHE 5	1331€ à 1656,99€	95%	195,00 €	244,00 €
TRANCHE 6	=> 1657€	100%	205,00 €	256,00 €

Calcul Quotient Familial = Revenu Imposable n-2 / 12 / Nbe personnes du foyer

Dégressivité : 2ème enfant de la même fratrie (-20%), à partir du 3ème enfant de la même fratrie (-40%)

SÉJOURS/STAGES EUROPÉEN	SEMAINE	
	COMMUNE	HORS COMMUNE
TARIF UNIQUE	330,00 €	350,00 €

PRESTATIONS CULTURELLES

SPECTACLES DE SCELIA

CATEGORIE DES TARIFS	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K Pays du Môme	L
Tarif Plein	27 €	24 €	22 €	20 €	18 €	15 €	13 €	11 €	10 €	7 €	6 €	2 €
Tarif Réduit (carte Scelia)	24 €	21 €	19 €	17 €	15 €	12 €	10 €	8 €	7 €	5 €	4 €	2 €

CARTE SCELIA	9,00 €

Buvette	Bière	Boisson non alcoolisée	Boisson chaude
	3,00 €	1,00 €	1,00 €

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ÉCOLE DE MUSIQUE Tarifs annuels		COMMUNE						HORS COMMUNE
quotient familial		*<= 552,99€*	*553€ à 774,99€*	*775€ à 994,99€*	*995€ à 1330,99€*	*1331€ à 1656,99€*	*=> 1657€*	
TARIF 1	COURS COLLECTIFS	57 €	75 €	93 €	102 €	108 €	114 €	156 €
TARIF 2	ATELIERS SEULS (MA ou MC) + ORCHESTRE POSSIBLE	99 €	129 €	159 €	177 €	189 €	198 €	240 €
TARIF 3	INSTRUMENT SEUL	114 €	165 €	225 €	285 €	345 €	405 €	606 €
TARIF 4	INSTRUMENT + FM et/ou PC (grand et/ou atelier)	147 €	216 €	291 €	363 €	447 €	519 €	762 €
Majoration forfaitaire cycle 2		57 €	57 €	57 €	57 €	57 €	57 €	57 €

MA = Musiques Actuelles *MC = Musiques Contemporaines* *FM = Formation Musicale* *PC = Pratique Col*

Calcul Quotient Familial = Revenu Imposable n-2 / 12 / Nbe personnes du foyer

MEDIATHÈQUE	Commune	Hors Commune
Carte Individuelle	12,00 €	20,00 €
Carte Famille	17,00 €	25,00 €
Carte Individuelle Scolaire / Étudiant / Chômeur	6,00 €	

vente de livres de réforme	Catégorie1	Catégorie2
	1,00 €	2,00 €

PRESTATIONS LOCATIONS DE SALLES

LOCATION DE LA SALLE DES FÊTES

	COMMUNE		HORS COMMUNE
	Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise	Association à but non lucratif	Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise Association à but non
SEMAINE *(montant par jour)*			
1/2 journée (vin d'honneur, réunion)	99 €	73 €	175 €
Journée	200 €	147 €	350 €
Journée supplémentaire consécutive	165 €	124 €	295 €
WEEK END *(montant par jour)*			
1/2 journée (vin d'honneur, réunion)	137 €	98 €	237 €
Journée	330 €	247 €	588 €
Forfait week-end	496 €	369 €	882 €
VAISSELLE *(montant par personne)*			
Forfait vin d'honneur - réunion	0,50 €	0,50 €	0,50 €
Forfait 11 pièces (3 verres, 3 assiettes, 1 fourchette, 1 cuillère, 1 couteau, 1 tasse, 1 soucoupe)	1,00 €	1,00 €	1,00 €
Forfait ustensiles, plats service	20,00 €	20,00 €	20,00 €
Vaisselle à l'unité (verre, vaisselle)	0,52 €	0,52 €	0,52 €
CAUTION			
Caution location	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Caution ménage	400 €	400 €	400 €

Réservation gratuite 1 fois par an pour les associations sargéennes des salles des fêtes et Scelia, si prestation à but non lucratif gratuite (assemblée générale, réunion)

Utilisation gratuite des autres salles par les associations sargéennes pour les réunions périodiques

Forfait accès Internet public par Wifi = gratuit (fonctionnement de 9h00 à 0h00)

AUTRES SALLES COMMUNALES

Tarifs applicables aux particuliers, entreprises, comités d'entreprises, et associations à but non lucratif lors d'opérations commerciales

SALLES POLYVALENTES DE L'EXTENSION DE SCELIA (situées en face de la médiathèque)	superficie	COMMUNE		HORS COMMUNE
		Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise	Association à but non lucratif	Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise Association à but non lucratif
Salle OPERA	(72m²)	119 €	111 €	190 €
Salle ARPEGE	(40m²)	66 €	62 €	106 €
Salle SONATINE	(20m²)	33 €	301 €	58 €

SALLES ASSOCIATIVES (situées derrière la Salle des Fêtes)	superficie	COMMUNE		HORS COMMUNE
		Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise	Association à but non lucratif	Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise Association à but non lucratif
Salle n°1	(60m²)	97 €	91 €	160 €
Salle n°2	(48m²)	79 €	73 €	128 €
Salles n°1 et n°2	(108m²)	176 €	165 €	286 €
Salle n°3	(44m²)	73 €	68 €	126 €

Assemblée générale annuelle d'une association sargéenne : prestation gratuite (1 fois par an)
Utilisation gratuite des autres salles par les associations sargéennes pour les réunions périodiques

AUTRES PRESTATIONS MUNICIPALES

CIMETIÈRE

CONCESSION	DURÉE DE LA CONCESSION	TARIFS
Concession ou Cave Urne (renouvellement uniquement)	15 ans	204 €
Concession ou Cave Urne	30 ans	373 €
Concession ou Cave Urne	50 ans	749 €
Columbarium	15 ans	679 €
Columbarium	30 ans	894 €

JARDIN DU SOUVENIR	DURÉE DE LA CONCESSION	TARIFS
Dispersion de cendres	/	/
Plaque nominative du défunt*	perpétuelle	28 €

** la plaque doit être réalisée conformément au modèle établi par la commune*

ENCARTS PUBLICITAIRES

FORMAT	TAILLE (en mm)	TARIFS
1 PAGE	format A4 (210 x 297)	860 €
1/2 PAGE	(190 x 133)	435 €
1/4 PAGE	(92 x 133)	220 €
1/8 PAGE	(92 x 65)	130 €
1/16 PAGE	(45 x 65)	70 €

LOCATION DE SCELIA

	COMMUNE		HORS COMMUNE
	Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise	Association à but non lucratif	Particulier / Entreprise / Comite d'entreprise Association à but non lucratif
SEMAINE *(montant par jour)*			
Grande Salle	641 €	441 €	1 088 €
Salle Orchestre (100 personnes)	320 €	220 €	546 €
Salle Tribune (200 personnes)	536 €	367 €	910 €
WEEK END			
Grande Salle (la journée)	804 €	552 €	1 361 €
Grande salle Forfait week-end	965 €	661 €	1 634 €
Salle Orchestre (la journée)	402 €	275 €	680 €
Salle Orchestre Forfait week-end	482 €	330 €	817 €
Salle Tribune (la journée)	671 €	459 €	1 135 €
Salle Tribune Forfait week-end	806 €	553 €	1 361 €
Tribune	227 €	105 €	389 €
REGIE / TECHNICIEN			
Régie simple (son)	159 €	159 €	159 €
Régie PAD (lumière)	71 €	71 €	71 €
Régie professionnelle*	362 €	362 €	362 €
*Technicien (prix/heure)	48 €	48 €	48 €
VAISSELLE *(montant par personne)*			
Forfait vin d'honneur - réunion	0,50 €	0,50 €	0,50 €
Forfait 11 pièces (3 verres, 3 assiettes, 1 fourchette, 1 cuillère, 1 couteau, 1 tasse, 1 soucoupe)	1,00 €	1,00 €	1,00 €
Forfait ustensiles, plats service	20,00 €	20,00 €	20,00 €
Vaisselle à l'unité (verre, vaisselle)	0,52 €	0,52 €	0,52 €
CAUTION			
Caution location	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Caution ménage	400 €	400 €	400 €
Caution PAD (lumière)	1 000 €	1 000 €	1 000 €

Réservation gratuite 1 fois par an pour les associations sargéennes des salles des fêtes et Scelia, si prestation à but non lucratif gratuite (assemblée générale, réunion)

Utilisation gratuite des autres salles par les associations sargéennes pour les réunions périodiques

Forfait accès Internet public par Wifi = gratuit (fonctionnement de 9h00 à 0h00)

PHOTOCOPIES

APPLICABLES AUX PARTICULIERS

NOMBRE	TARIFS NOIR ET BLANC		TARIFS COULEUR	
	Simple	Recto/Verso	Simple	Recto/Verso
1	0,20 €	0,30 €	0,30 €	0,40 €
5	1,00 €	1,50 €	1,50 €	2,00 €
10	2,00 €	3,00 €	3,00 €	4,00 €

APPLICABLES AUX ASSOCIATIONS

NOMBRE	TARIFS NOIR ET BLANC		TARIFS COULEUR	
	Simple	Recto/Verso	Simple	Recto/Verso
1	0,10 €	0,15 €	0,15 €	0,20 €
5	0,50 €	0,75 €	0,75 €	1,00 €
10	1,00 €	1,50 €	1,50 €	2,00 €

Les photocopies en noir et blanc sont gratuites pour les associations fournissant le papier

REPROGRAPHIE DOCUMENTS URBANISME ET ASSIMILÉS	50,00 €

Remarques

Monsieur le Maire précise que la municipalité a choisi d'alléger la charge des familles, eu égard au contexte économique, pour la restauration et le périscolaire.
En réponse à une demande, il précise que cet effort représente un coût supplémentaire pour la commune de 15 à 20.000 euros.

OBJET N°06 : DÉCISION MODIFICATIVE BUDGET 2026

Rapporteur : Guénaël GRAGNIC — Délibération n°06/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
VU la délibération n°09-07/2022 du conseil municipal en date du 07 Novembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 01 Janvier 2023,
VU la délibération n°08-02/2026 du conseil municipal en date du 02 Mars 2026 adoptant le budget primitif 2026, équilibré en section de fonctionnement à 4 411 949€ et à 4 118 906€ pour la section d'investissement,

CONSIDÉRANT l'intégration au BP2026 de nouvelles dépenses d'investissement depuis son adoption
CONSIDÉRANT que ce projet de décision modificative du Budget 2026 a été examiné et débattu en commission Finances du 21 mai 2026,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal **à l'unanimité des voix :**

- APPROUVE la décision modificative présentée en annexe, et établie sur un montant de 4.000€

- PREND ACTE du montant de la section d'investissement du Budget Primitif 2026 conservé à 4.118.906€.

BP2026 - DÉCISION MODIFICATIVE
CONSEIL MUNICIPAL DU 05 JUIN 2026

PARTIE INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitre	Op.	Site concerné	Objet des opérations modifiées	Montant inscrit au BP2026	Montant à réduire par DM	Montant à ajouter par DM	Nouveau montant au BP2026
21	/	/		712 367,18 €	4 000,00 €	0,00 €	708 367,18 €
	26-59		ACHAT ECRAN DE PROJECTION - BUREAU DU MAIRE	0,00 €		2 000,00 €	2 000,00 €
	26-60		INSTALLATION DE LA WIFI DANS DIVERS BATIMENTS	0,00 €		2 000,00 €	2 000,00 €
	TOTAL DEPENSES			**4 118 906,00 €**	**4 000,00 €**	**4 000,00 €**	**4 118 906,00 €**

OBJET N°07 : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Rapporteur : Xavier CONTANT — Délibération n°07/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	25
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	2

VU le Code Général de la Fonction Publique,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L241-12
VU les articles 2044 et suivants du code civil sur les transactions

CONSIDÉRANT que la commune a recruté en 2008 un agent territorial, dont la carrière a été émaillée de plusieurs différends ayant donné lieu à une première sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de 3 jours en 2022 et d'une autre de 4 mois par arrêté du 5 septembre 2023.
CONSIDÉRANT que cet agent a estimé être victime de mauvaises conditions de travail et a engagé des actions contre la commune aux fins de voir reconnue la maladie professionnelle et de se voir indemniser des préjudices qu'il estime avoir subis.
CONSIDÉRANT les trois recours formulés par cet agent auprès du tribunal administratif de Nantes depuis 2023, actuellement en cours d'instruction
CONSIDÉRANT qu'afin d'éteindre l'incertitude inhérente pour l'une et l'autre partie, au sort de ces recours, avec l'appui du tribunal administratif, la commune et l'agent ont cherché un terrain d'entente et ont finalement convenu d'une résolution du litige par des concessions réciproques et un accord global, formalisés dans le protocole d'accord transactionnel joint
CONSIDÉRANT l'intérêt du protocole d'accord transactionnel pour mettre fin à toute situation contentieuse et toute réclamation pour les deux parties,
CONSIDÉRANT que le protocole joint en annexe, inclut une clause de confidentialité induisant une rédaction épurée de la présente délibération.

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal à la majorité des voix :

- APPROUVE le protocole d'accord transactionnel annexé,
- AUTORISE le Maire à le signer,
- AUTORISE la réalisation de toutes les démarches et l'engagement des dépenses qui y sont liées.

OBJET N°08 : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR L'IMPLANTATION EN HAUTEUR D'ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉRELÈVE D'OBJETS CONNECTÉS

Rapporteur : Guénaël GRAGNIC/Xavier CONTANT — Délibération n°08/05-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

CONSIDÉRANT la proposition du Syndicat Mixte Ouvert Sarthe Numérique et SARTEL THD, au sujet de la mise en place par SARTEL THD de services de connectivité de type "LoRaWAN" ou "LoRa" (ci-après dénommés « le réseau ») permettant de collecter des données issues d'objets connectés mis en place sur le territoire de la Sarthe.
CONSIDÉRANT que pour les besoins de l'exploitation du réseau, la Société SARTEL THD souhaite installer, mettre en service et entretenir un équipement de télérelève en hauteur et en extérieur (boîtier LoRa et antenne radio), ainsi que les éléments nécessaires à son fonctionnement (câbles, coffret LoRa en intérieur, alimentation électrique et équipement de connectivité fibre optique).
CONSIDÉRANT que le bâtiment du service technique semble propice à l'installation d'un équipement pour le déploiement du réseau LoRa,
CONSIDÉRANT la convention d'occupation temporaire jointe en annexe

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal **à l'unanimité des voix :**

- DONNE son accord sur la mise à disposition d'un emplacement pour l'équipement LoRa sur le bâtiment du service technique
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'Emplacements dans le bâtiment mis à disposition par la collectivité, propriétaire ou occupant de plein droit, permettant d'accueillir les équipements constitutifs du réseau
- ACCEPTE la redevance annuelle fixée à 100€ TTC
- CHARGE Monsieur le Maire de la mise en application de cette décision, et de prendre toutes les dispositions nécessaires à ce dossier.

OBJET N°09 : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OFFICE ARTISTIQUE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

Rapporteur : Guénaël GRAGNIC/Patrick CHABOT — Délibération n°09/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

CONSIDÉRANT que l'Office Artistique de la Région Nouvelle-Aquitaine, par abréviation O.A.R.A., association à but non lucratif régie par la loi de 1901, a pour mission, sous l'égide de la Région Nouvelle-Aquitaine, de contribuer au développement de l'activité culturelle et artistique, en favorisant la création et la diffusion d'œuvres régionales dans le domaine du spectacle vivant théâtre, danse, musique, arts du cirque et de la rue et en organisant des rencontres professionnelles.
CONSIDÉRANT que dans le cadre de sa politique d'accompagnement des compagnies régionales hors région et du développement des actions interrégionales, l'OARA a pour mission de concrétiser des partenariats avec des théâtres et festivals manifestant un intérêt particulier

pour les artistes de la Nouvelle-Aquitaine. Ces partenariats prennent la forme d'une coréalisation financière.

CONSIDÉRANT que dans le cadre de sa saison artistique et culturelle 2026/2027, la commune accueillera 3 compagnies néo-aquitaines avec les spectacles suivants :

- « 3 petits moments » de la compagnie Tutti : 2 représentations le 21/10/2026
- « La revanche de Godzilla » de la compagnie Barbara Reyes : 1 représentation le 05/02/2027
- « Comment ça se danse ? » de la compagnie D'âme de Compagnie : 1 représentation le 11/04/2027

CONSIDÉRANT que ce partenariat s'accompagne d'un soutien financier en faveur de la commune de 1.500€, détaillé dans la convention annexée

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal **à l'unanimité des voix :**

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat annexée
- ACCEPTE le soutien financier fixé par le partenaire à 1.500€,
- CHARGE Monsieur le Maire de la mise en application de cette décision, et de prendre toutes les dispositions nécessaires à ce dossier.

OBJET N°10 : RETROCESSION À LA COMMUNE DES ESPACES VERTS DE LA ZAC2 DE LA ZONE DE LA POINTE

Rapporteur : Arthur GRISON — Délibération n°10/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

CONSIDÉRANT la réalisation de espaces végétalisés et implantation de haies arbustives dans le cadre de l'aménagement de la ZAC2 de la zone de la Pointe, dont la gestion est actuellement à la charge de Cénovia,

CONSIDÉRANT que l'assiette de la rétrocession intègre le bassin de rétention non clôturé mais pas la voirie rétrocédée à Le Mans Métropole,

CONSIDÉRANT que ces espaces végétalisés sont ouverts à une utilisation publique,

CONSIDÉRANT la demande de Cénovia de les rétrocéder à la commune au prix de 1€ symbolique,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE **à l'unanimité des voix** :

- D'ACQUÉRIR les espaces végétalisés et haies arbustives de la ZAC2 de la zone de la Pointe au prix forfaitaire de 1€
- DE RÉGLER le montant correspondant ainsi que les frais qui en résulteront
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir
- D'INTÉGRER ces espaces verts au domaine public de la commune

Remarques

En réponse à un élu, Monsieur le Maire précise qu'un bassin de rétention clôturé est entretenu par Le Mans Métropole, à la différence d'un bassin non clos, dont la charge revient à la commune.

OBJET N°11 : RETROCESSION À LE MANS METROPOLE DES PARCELLES AB661-663-665 ET UNE PARTIE DE LA PARCELLE AB667, SITUÉES RUE PRINCIPALE ET PROPRIÉTÉ DE LA COMMUNE

Rapporteur : Arthur GRISON — Délibération n°11/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

CONSIDÉRANT la réalisation de l'opération immobilière « Résidence la Renaissance », rue Principale, à l'occasion de laquelle Le Mans Métropole a réalisé des travaux de voirie sur des terrains propriété de la commune de Sargé-Lès-Le Mans,
CONSIDÉRANT la nécessité de rétrocéder les parcelles concernées à savoir AB661-663-665 et une partie de la parcelle AB667, pour une surface globale de 176m2.
CONSIDÉRANT la demande de Le Mans Métropole de se rendre acquéreur de ces parcelles cadastrées, moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire de 1€,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE **à l'unanimité des voix** :

- DE RETROCÉDER les parcelles AB661-663-665 et une partie de la parcelle AB667, pour une surface globale de 176m² au prix forfaitaire de 1€
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir

OBJET N°12 : DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL DES ÉTABLISSEMENTS DE COMMERCES DE DETAIL 2027

Rapporteur : Jean-Louis MASSOT — Délibération n°12/06-2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	26
Présents	20	Contre	0
Votants	27	Abstention	1

VU le titre 3 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche et en soirée.
VU l'article L. 3132-26 du code du travail modifié,
CONSIDÉRANT que la loi Macron impose au Maire d'arrêter la liste des dimanches travaillés dans la limite de 12 par an au maximum avant le 31 décembre pour l'année suivante,
CONSIDÉRANT que lorsque le nombre de dimanches est supérieur à cinq, la décision du Maire est prise par arrêté après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre, puis consultation des organisations syndicales représentatives d'employeurs et de salariés. Le Maire est obligé de suivre l'avis du Conseil Communautaire. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.
CONSIDÉRANT que plusieurs enseignes commerciales installées sur la commune sont très intéressées pour ouvrir certains dimanches au vu d'une forte hausse d'activités.
CONSIDÉRANT l'harmonisation définie entre les communes adhérentes de Le Mans Métropole, et les représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie, des directeurs des hypermarchés, centres commerciaux, grands magasins et présidents des associations de commerçants le 26 Mai 2026, il a été décidé de fixer à sept le nombre de dimanches dérogés à

l'obligation au repos dominical des commerces de détail pendant tout le mandat, selon la répartition suivante :

- Lorsqu'il y a quatre dimanches dans le mois de décembre :
  - Les quatre dimanches précités
  - Le dimanche du « Black Friday »,
  - Le premier dimanche des soldes d'hiver et d'été ;
  - Lorsqu'il y a cinq dimanches dans le mois de décembre :
  - Les cinq dimanches précités
  - Le dimanche du « Black Friday »
  - Le premier dimanche des soldes d'été (absence de demande pour les soldes d'hiver) ;

Par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE à l'unanimité des voix d'approuver l'ouverture des commerces de détail sur la commune pour sept dimanches maximums en 2027, conformément à la répartition proposée :

- Les quatre dimanches précités soient les 05, 12, 19 et 26 Décembre 2027
- Le dimanche du « Black Friday », soit le 28 Novembre 2027
- Le premier dimanche des soldes d'hiver et d'été soit les 10 Janvier et 27 Juin 2027

OBJET N°13 : LISTE DES DÉCISIONS AU TITRE DES DÉLÉGATIONS CONFIÉES DU MAIRE

Monsieur le Maire précise à l'Assemblée Municipale qu'en application du Code Général des Collectivités Territoriales - Articles L.2122-22 et L.2122-23, le Conseil Municipal du 30 Mars 2026, par délibération n°02 / 04-2026, lui a délégué une partie de ses fonctions. Ce dernier a lui-même subdélégué une partie de ses attributions en son absence, aux Maires Adjoints en fonction de leur mission.
Les décisions du Maire prises au titre de la délégation accordée par le Conseil Municipal sont formalisées par écrit, au même titre que les délibérations, et sont assujetties aux mêmes conditions de contrôle et de publicité que ces dernières.
Un compte rendu des décisions du Maire prises entre deux réunions de Conseil Municipal doit être présenté aux membres élus.

Table des décisions du Maire (arrêtée au 27/05/2026) :

Date	Numéro	Objet	Montant TTC
30/04/2026	2026/027	FOUSSIER - VETEMENTS EPI DU SERVICE TECHNIQUE	3 501,05 €
30/04/2026	2026/028	ALPA MANUTENTION - REMISE EN ETAT TABLE ELEVATRICE SCELIA	3 741,60 €
30/04/2026	2026/029	REXEL - PORTAIL ELECTRIQUE DU SERVICE TECHNIQUE	1 431,34 €
30/04/2026	2026/030	EQUIP JARDIN - ACHAT BROYEUR	8 913,12 €
30/04/2026	2026/031	FROID EXPRESS - ADOUCISSEUR EXTERNE DE LA SALLE DES FETES	1 334,40 €
30/04/2026	2026/032	FROID EXPRESS - ADOUCISSEUR EXTERNE DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS	1 334,40 €
07/05/2026	2026/033	ALIVEEVENTS - ECRAN DE PROJECTION POUR SCELIA	7 892,40 €

18/05/2026	2026/034	DARTY PRO - CAMERA GOPRO - EEA	821,34 €
21/05/2026	2026/025	SOPROGGLO - COMPARTIMENTATION EXTERIEURE AU SERVICE TECHNIQUE	18 225,36 €
21/05/2026	2026/035	LA BS - MICRO STATIQUE - EEA	1 722,50 €
26/05/2026	2026/036	DALKIA - REMPLACEMENT AFFICHEUR POUR CLIMATISATION - MAISON DES ASSOCIATIONS	3 951,00 €

OBJET N°14 : COMPTE-RENDU D'ACTIVITÉS

Mme DOMINIQUE RAVENEL : CONSEILLÈRE COMMUNAUTAIRE LE MANS METROPOLE

Au sein de l'intercommunalité, elle est membre des commissions finance, cadre de vie et transition durable (gestion des déchets, boulevard nature), en complément de Monsieur le Maire, membre des commissions finance, et rayonnement /attractivité.

Information sur la validation en conseil communautaire :

- de la modification du plan local d'urbanisme (glissement d'une parcelle classée « vocation économique » à « vocation mixte » pour implanter des activités de services ou hébergement séniors)
- du Contrat de mixité social 2026-2028 (CMS) de la commune, permettant de planifier et aider à la réalisation de logements sociaux (loi SRU) ; à défaut la commune est soumise à des pénalités. Le bilan du 1er contrat 2023 à 2025 fait apparaitre la création de 22 nouveaux logements. La commune est actuellement à 11% de logements sociaux et doit atteindre réglementairement 20%. Ce nouveau CMS doit permettre d'atteindre 17% avec la création de 69 nouveaux logements. Elle relate les félicitations adressées par le Préfet à Monsieur le Maire

M. PATRICK CHABOT : ANIMATION CULTURELLE ET PATRIMOINE

A. SCELIA

La nouvelle plaquette de programmation 2026/2027 sera distribuée dans les boîtes aux lettres pour le forum des associations.

Nous vous donnons rendez-vous pour le 18ème festival de théâtre amateur les 25, 26, 27 septembre avec 9 compagnies.

L'ouverture de saison est prévue le samedi 10 octobre avec la présentation de la saison 2026/2027 et l'humour habituel de nos agents du service culturel, suivi d'une pièce de théâtre et chorégraphique sur la rencontre de deux personnes amoureuses.

B. MÉDIATHÈQUE

Dans le cadre de la petite enfance avec les communes d'Yvré l'Évêque et Champagné, La Parenthèse propose 3 séances pour les bébés lecteurs, le vendredi 12 juin à 9 h 15 et 10 h 15.

C. EEA

Les spectacles « rencontre » 2026 « Cabaret » avec Adeline Chauvigné : danseuse et chorégraphe, et 160 élèves de l'EEA ont été un magnifique exploit digne de troupes professionnelles. Le record avec 540 spectateurs. 400 en 2025. Bravo à nos 160 élèves artistes et aux enseignants qui ont travaillé toute l'année pour arriver à ce résultat.

Du 2 au 5 juin ce sont les élèves de la classe de théâtre qui ont donné leur gala.

Le samedi 6 juin à 20h30, évaluation spectacle : cinq groupes d'élèves vont se produire pour obtenir leur fin de cycle.

Du 15 au 20 juin : Tous les élèves de l'école Maurice Genevoix et de l'EEA fêteront l'été avec un concert chaque soir à 19 h 30

Mme LUDIVINE LEBOUC : ENFANCE JEUNESSE ET VIE SCOLAIRE

A. SERVICE PUBLIC PETITE ENFANCE

Semaine de la petite enfance : 2 séances bébés lecteurs en juin

Relais Petite enfance : Temps festif organisé le 2 juillet 2026, et rentrée le 18 septembre 2026

Crèche « BBloulou » : fête de fin d'année le 4 juillet matin à Saint-Pavace.

B. EXTRA SCOLAIRE

2 camps organisés pour les enfants du centre de loisirs : Poney du 6 au 10 juillet et Multisports du 13 au 17 juillet

Centre de loisirs et Local jeunes ouverts tout le mois de juillet et réouverture sur une période à la fin du mois d'août.

C. VIE SCOLAIRE

2 conseils d'écoles : 9 juin pour les maternels et 11 juin pour les élémentaires

Spectacles de fin d'année école Maurice Genevoix les 15, 18 pour les élèves de l'élémentaire et le 20 juin 2026 pour les maternelles.

18 juin 11 h : remise des livres aux élèves de CM2

23 juin 17 h 30 départ en retraites de 2 professeurs des écoles (Mme Chapellier et Mme Genest)

23 juin 18 h commission restauration scolaire en présence d'API

Fin de l'année scolaire le 3 juillet au soir. Rentrée scolaire 2027 le 1er septembre 2026.

D. CONSEIL MUNICIPAL JEUNES

28 mai 2026 remise des livres à 6 nouveaux nés

18 juin 2026 : Visite de chantier du skate-park, Décoration du restaurant scolaire, Pot de fin d'année en présence des parents

Présentation du CMJ au CM1 en juin

Rentrée du CMJ le 24 septembre 2026.

E. COMMISSION JEUNESSE

Prochaine rencontre le 1er juillet 2026 à 18h45

M. FRANÇOIS GRENET : TRAVAUX ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

A. COMMISSION TRAVAUX ÉLARGIE

Elle s'est tenue le 27 mai. Le mot d'ordre était de collecter toutes les idées. Objectif tenu.

Nous allons mener la même démarche la semaine prochaine avec le personnel de la mairie.

Sur la base de ces deux rencontres, nous établirons un cahier des charges fonctionnel.

B. ÉGLISE

Audit de la structure de l'église par la société Jamain. Le résultat montre un état général extérieur correct avec quelques remarques, mais un intérieur plus dégradé qui fera l'objet d'une proposition complémentaire d'investigations. Demande de contre-expertise à faire.

Relance de la société Hardoin patrimoine pour faire le relevé des témoins sur les fissures.

C. SCELIA

Les représentations de la semaine passée ont pu se tenir dans des conditions de températures acceptables pour la représentation du mardi et normales pour celles du vendredi et du samedi.

D. DOJO

Suite à une fuite d'eau sur l'unité de production d'eau chaude, la carte de puissance de la chaudière a subi des dégâts. Une première réparation n'a pas permis de remettre la chaudière

en route. La production d'eau chaude dépendant du fonctionnement de la chaudière est donc aussi à l'arrêt. Une rencontre est prévue ce lundi pour faire le point avec DALKIA.

E. AIRE DE GLISSE

Les travaux avancent correctement. Les modules de la partie haute -celle des experts – sont en place et pour la plupart le béton y est coulé. Les dallages y seront coulés entre le 15 et le 19 juin. Les modules de la partie médiane sont en cours de finition. La serrurerie des modules de la partie basse va être livrés la semaine prochaine. Les travaux seront complètement terminés – hors aménagement des espaces verts – fin juillet, mais nous étudions la possibilité de mettre à disposition des usagers le Pump-Track et les modules hauts et médians du skate-park une à deux semaines plus tôt.

Mme Brousmiche et sa classe sont venues ce matin visiter le chantier.

MME AURÉLIE PICHON : COMMUNICATION

En son absence, la présentation est faite par Ludovic Herraux.

Elle a eu rendez-vous la veille au soir avec l'imprimeur, COMP 72. La mise en page finale est prête.

La relecture définitive est prise en charge par tous les binômes préalablement définis.

Le bulletin comprendra 52 pages, et est imprimé en 1.900 exemplaires. Livraison attendue au 15 juin. Bilan financier : 3.900€ d'encarts vendus, pour un coût global de 4.672€ HT.

M. XAVIER LAVIRON : VOIRIE - CHEMINS – NATURE

La visite de Villes et Villages Fleuris aura bien lieu le 15 juin à 9h. Le jury viendra inspecter les évolutions de notre commune dans l'augmentation des espaces fleuris, dans le respect des nouveaux aménagements pour plus de biodiversité, pour plus de bien-être pour les habitants et riverains.

Par ailleurs, nous nous sommes interrogés sur les informations de disponibilités et de géolocalisation de défibrillateurs sur la commune (public et privé). Dossier en cours.

MME NICOLE BOUVARD : AFFAIRES SOCIALES ET CCAS

Rando pique-nique le 6 juin 2026

Pour rappel : Rencontre avec Sarthe habitat et Le Mans Métropole Habitat afin de faire un bilan sur les logements sociaux.

M. OLIVIER BOUGRAT : ANIMATION ET VIE PUBLIQUE

Demande de date des Assemblées Générales aux associations de la commune : 8 retours sur 37 demandes.

Vu le changement de propriétaire de la boucherie rue du commerce, nous relancerons en septembre, pour une réunion des commerçants.

Rencontre avec les dirigeants du Judo Club : nous devons avancer sur le projet fédéral "1000 Dojos". Une nouvelle rencontre est prévue.

Lancement du Forum des associations : préparation du mail en direction des associations, pour leurs besoins. Date 06 Septembre 2026.

Prise de contact avec le Spot au Mans et le comité départemental pour l'aire de glisse.

Prochaine réunion de commission "Animation et vie locale" le 17 Juin à la Mairie.

M. GUÉNAËL GRAGNIC : FINANCES ET RESSOURCES HUMAINES

A. FINANCES

J'ai participé à une formation organisée par la Direction Départementale des Finances publiques à destination des nouveaux élus. Outre la présentation des principes de base appliqués à la finance publique, la Direction des Finances a présenté ses acteurs accompagnant les collectivités le Service de gestion comptable (SGC) et les conseillers aux décideurs locaux (CDL).

B. RESSOURCES HUMAINES

Bon déroulement de la soirée convivialité entre élus et agents, le 2 juin dernier à l'Escale, en substitution au barbecue, initialement prévu mais remplacé pour cause de météo pluvieuse.

Démarrage d'un travail avec la Directrice des services et les Responsables de service sur la problématique des heures supplémentaires comptabilisées depuis la mise en place d'un logiciel de suivi des temps de travail au début 2026. Première restitution prévue début septembre.

M. JEAN-LOUIS MASSOT : CITOYENNETÉ

7 fêtes des voisins sont actuellement recensées.

Plan Communal de Sauvegarde : le dossier est en cours d'élaboration. Création d'une commission ad'hoc, pour recenser les types de risques auxquels la commune peut être confrontée (accidents de la route, incendie, inondation, etc.), et savoir comment organiser l'intervention des services concernés. Ce dossier doit être prêt pour fin octobre 2026

M. ARTHUR GRISON : URBANISME- HABITAT -INFORMATIQUE

A) URBANISME

Visite de conformité à ALDI avec Le Mans Métropole le 19/05 : La visite s'est déroulée sur les extérieurs afin de savoir si tous les aménagements correspondaient à ce qui avait été prévu.

Assemblée Générale du CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) le 26/05 : Cette AG s'est déroulée à Connerré dans un contexte de fragilisation du financement de ces structures (le CAUE de la Manche a été mis sous liquidation judiciaire en octobre dernier). Les actions à destination des élus commenceront en 2027. Une exposition sur la sobriété foncière, en partenariat avec les services de l'État, se déroulera dans les locaux de la Préfecture vers la fin de l'année.

B) HABITAT

Réunion informelle avec Nexity le 02/06. Cette réunion a été organisée afin d'échanger sur les perspectives de développement de la commune. Il a été rappelé que la commune dispose de très peu de réserves foncières. Celles qui lui restent sont réservées à des opérations déjà engagées. Les opportunités identifiées reposent seulement sur la mobilisation de terrains privés de taille modeste.

Le Contrat de Mixité Sociale (CMS) a été approuvé au conseil communautaire du 28 mai dernier.

C) INFORMATIQUE

Un écran de projection a été acheté. Il sera installé dans le bureau du maire. Concernant l'écran dans la salle du conseil, la procédure est à l'étude.

Un devis pour le Wi-Fi a été réalisé afin de l'installer dans tous les bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes, périscolaire, local jeunes). L'installation sera opérationnelle pour la rentrée de septembre. Des discussions sont en cours avec les opérateurs.

Prochaines réunions :

- Lundi 8 juin : Cérémonie de passage de relais au Hameau des Capucines.
- Lundi 15 juin : rencontre avec le service urbanisme du Mans Métropole
- Lundi 29 juin : Comité de Pilotage "Planification" du Mans Métropole
- Mercredi 1er juillet : Séminaire de restitution du diagnostic du Programme Local de l'Habitat (PLH) du Mans Métropole
- Vendredi 3 juillet : rencontre avec La Mancelle d'Habitation

- Jeudi 9 juillet : rencontre avec Lelièvre sur le site d'Odyssée 2.

OBJET N°15 : QUESTIONS DIVERSES

Séance levée à 21h10

Fait à Sargé-Lès-Le Mans, le 05 juin 2026

Le Maire certifie le caractère exécutoire des différentes délibérations compte tenu de :

- La publication de la liste des délibérations sur le site internet communal : le 15 juin 2026
- Leur télétransmission au contrôle de légalité : le 15 juin 2026
- L'adoption du procès-verbal : le 14 septembre 2026
- La publication du procès-verbal sur le site internet communal : le 21 septembre 2026

Le Maire,

Xavier CONTANT

MAIRIE DE SARGÉ-LÈS-LE-MANS (Sarthe)

La Secrétaire de séance,

Céline BELLÉE

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°02 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib02-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026

Objet CONTRIBUTION AU FONDS DE SOUTIEN DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE À DESTINATION DES COMMUNES SINISTRÉES

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janich AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrich CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Éric GIRARD

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,

CONSIDÉRANT que des incendies d'une intensité exceptionnelle se sont déclarés en France au cours d'été 2026 ravageant près de 115 000 hectares, et ont nécessité l'évacuation de nombreuses communes, provoquant une catastrophe humaine, sociale, environnementale et économique.
CONSIDÉRANT que face à ce drame, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) appelle les communes et les intercommunalités de France métropolitaine et d'Outre-mer à apporter, au plus vite, un soutien financier aux opérations d'urgence en cours ou en préparation, ainsi qu'à la longue phase d'accompagnement nécessaire.
Sensible aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle engendre, la commune de Sargé-Lès-Le Mans tient à apporter son soutien et sa solidarité aux communes impactées.

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE **à l'unanimité des voix** de :

- Contribuer à soutenir les communes impactées dans la mesure de ses capacités en faisant un don d'un montant de 500€ à l'Association des maires de France AMF Aides sinistrés, à qui il reviendra de reverser ce don aux collectivités sinistrées ;

- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire,

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°03 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib03-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation	Vendredi 04 Septembre 2026
Objet	DÉSIGNATION D'UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE POUR LES ÉLUS LOCAUX

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janick AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-14,
VU la loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local,
VU le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local
VU le décret n°2026-380 du 15 mai 2026 pris pour l'application des articles 3, 9 et 40 de la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local,
VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local

CONSIDÉRANT que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13 du CGCT, tels que :

- Les principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République ;
- L'exercice de ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité ;
- Veiller à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi ;
- Ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions ;

CONSIDÉRANT que le référent déontologue est désigné par le conseil municipal ;
CONSIDÉRANT la mission de référent déontologue de la commune, exercée par Monsieur Jean-Marie BRIGANT, Maître de conférences à l'Université du Mans, sur le mandat 2020-2026 ;

CONSIDÉRANT l'accord donné par Monsieur Jean-Marie BRIGANT pour poursuivre cette mission au profit des élus de la commune de Sargé-Lès-Le Mans, dans les mêmes conditions.

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE **à l'unanimité des voix** de

- NOMMER Monsieur Jean-Marie Brigant, référent déontologue dédié aux élus locaux, sur la base des modalité suivantes ;

ARTICLE 1. Désignation du référent déontologue

Monsieur Jean-Marie Brigant, Maître de conférences à l'Université du Mans est nommé en qualité de référent déontologue dans les conditions prévues par le décret du n°2026-380 du 15 mai 2026 pour les élus de la commune de Sargé-Lès-Le Mans, pour la durée du mandat en cours restant à courir.

ARTICLE 2. Missions du référent déontologue

Le référent déontologue dédié aux élus locaux apporte tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte et le statut de l'élu local

ARTICLE 3. Modalités de saisine du référent déontologue

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la commune, et ce, directement par ce dernier

Le référent déontologue pourra être saisi :

- Par voie écrite, sous pli cacheté portant la mention « confidentiel », à : Monsieur Jean-Marie BRIGANT, Référent Déontologue, Université du Mans Faculté de Droit, Avenue Olivier Messiaen 72000 LE MANS
- Par courriel spécifique à l'adresse suivante : jeanmarie.brigant@gmail.com

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

ARTICLE 4. Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent déontologue étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l(oral en fonction du souhait de l'élu), recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande.

ARTICLE 5. Obligations du référent déontologue

Le référent déontologue dédié aux élus locaux est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 06 Décembre 2022 ainsi que par les articles 226-13 et 14 du Code pénal.

ARTICLE 6. Moyens mis à disposition du référent déontologue

Le référent déontologue pourra disposer d'une adresse électronique dédiée pour l'exercice de sa fonction par exemple

Le référent déontologue bénéficie, en tant que de besoin, d'un bureau dans les locaux de la collectivité, qu'il réservera en amont auprès de l'accueil de la mairie.

ARTICLE 7. Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation d'un montant de 80 euros par dossier, conformément à l'arrêté du 06 Décembre 2022.

Cette indemnité sera versée par la commune. Dans le cas où le montant de cette indemnité évoluerait selon des dispositions réglementaires, le nouveau régime sera applicable.

Le référent déontologue fournira un état déclaratif et anonymisé des dossiers traités pour justifier la mise en paiement.

ARTICLE 8. Prise d'effet

Le référent déontologue dédié aux élus prendra ses fonctions le 01 Octobre 2026.

- AUTORISER l'inscription des crédits afférents à cet objet

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire,

MAIRIE DE SARGÉ-LÈS-LE-MANS (Sarthe)

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib04-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°04 / 07-2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026

Objet ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL 2026/2032

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	22
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	5

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janich AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les communes de 1.000 habitants et plus, ont l'obligation d'établir un règlement intérieur du conseil municipal ; son adoption devant être réalisée dans un délai de six mois après son installation ;

CONSIDÉRANT que le règlement intérieur adopté par l'ancien conseil municipal reste en vigueur jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement,
CONSIDÉRANT qu'il doit avoir pour but de faciliter l'exercice des droits des élus au sein du conseil municipal,
CONSIDÉRANT que son contenu est fixé librement par le conseil municipal, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit contenir au minimum, des modalités obligatoires selon les seuils de population,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, l'Assemblée municipale ADOPTE **à la majorité des voix** le règlement intérieur du conseil municipal 2026/2032 joint en annexe.

Pour copie certifiée conforme

Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire,

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib04-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

DU CONSEIL MUNICIPAL



2026-2032

Article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

Mairie de Sargé-Lès-Le Mans
34 rue Principale, 72190 Sargé-Lès-Le Mans
02 43 76 51 00 - mairie@sargeleslemans.fr
www.sargeleslemans.fr

VU l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les communes de 1.000 habitants et plus, ont l'obligation d'établir un règlement intérieur du conseil municipal ; son adoption devant être réalisée dans un délai de six mois après son installation,

CONSIDÉRANT que le règlement intérieur 2020/2026 adopté par l'ancien conseil municipal le 21 Septembre 2020 et révisé les 14 Juin 2021 et 26 Septembre 2022, reste en vigueur jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement,

CONSIDÉRANT que le règlement intérieur doit avoir pour but de faciliter l'exercice des droits des élus au sein du conseil municipal,

CONSIDÉRANT que son contenu est fixé librement par le conseil municipal, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit contenir au minimum, des modalités obligatoires selon les seuils de population,

VU le renouvellement des instances municipales le 15 Mars 2026 et l'installation du conseil municipal 2026/2032, le 20 mars 2026.

Le projet de règlement intérieur du Conseil Municipal 2026/2032 est soumis à l'assemblée délibérante du 14 Septembre 2026.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS OBLIGATOIRES DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR	5
Article 1. Consultation des projets de contrat de service public Article 2. Questions orales Article 3. Missions d'information et d'évaluation Article 4. Expression de la minorité dans les supports d'information de la commune Article 5. Débat sur les orientations budgétaires Article 6. Modalités pratiques du déroulement des réunions des commissions municipales, en plusieurs lieux, par visioconférence Article 7. Modulation des indemnités de fonction selon la participation effective à certaines réunions	
CHAPITRE II : PRÉPARATION ET ORGANISATION DU CONSEIL MUNICIPAL	8
Article 8. Bureau municipal Article 9. Réunion thématique	
CHAPITRE III : RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL	9
Article 10. Périodicité des séances Article 11. Convocations Article 12. Ordre du jour Article 13. Accès aux dossiers Article 14. Questions écrites	
CHAPITRE IV : TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL	12
Article 15. Présidence Article 16. Quorum Article 17. Pouvoirs Article 18. Secrétariat de séance Article 19. Personnel municipal Article 20. Modalités d'accès du public aux séances du conseil municipal Article 21. Enregistrement des débats Article 22. Police de l'assemblée	
CHAPITRE V : DÉBATS ET VOTES DES DÉLIBÉRATIONS	16
Article 23. Déroulement de la séance Article 24. Débats ordinaires Article 25. Suspension de séance Article 26. Amendements Article 27. Référendum local Article 28. Votes Article 29. Clôture de toute discussion	

CHAPITRE VI : INFORMATION DU PUBLIC	20
Article 30. Procès-verbaux Article 31. Liste des délibérations examinées Article 32. Décisions du Maire en vertu d'une délégation du conseil municipal	
CHAPITRE VII : COMMISSIONS MUNICIPALES ET COMITÉS CONSULTATIFS	22
Article 33. Commissions municipales Article 34. Fonctionnement des commissions municipales Article 35. Comités consultatifs Article 36. Commissions consultatives des services publics locaux	
CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES	24
Article 37. Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux Article 38. Groupes politiques Article 39. Modification du règlement intérieur Article 40. Application du règlement intérieur	

CHAPITRE I : DISPOSITIONS OBLIGATOIRES DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 1. Consultation des projets de contrat de service public

Référence : L. 2121-12 du CGCT

Les projets de contrat de service public sont consultables en mairie aux heures d'ouverture habituelles *(Lundi - Mardi - Jeudi 8h30 - 12h / 13h30 - 18h - Mercredi 8h30 - 12h - Vendredi 8h30 - 12h / 13h30 - 15h30)*, à compter de l'envoi de la convocation et pendant 10 jours précédant la séance du conseil municipal concernée.

La consultation des dossiers, projets de contrats ou de marchés sera possible sur demande écrite adressée au maire, 48 heures avant la date de consultation souhaitée.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale devra se faire sous couvert du maire ou de l'adjoint en charge du dossier.

Article 2. Questions orales

Référence : L. 2121-19 du CGCT

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt communal.

Le texte des questions est adressé au Maire 48 heures au moins avant une séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception. Compte tenu des contraintes d'organisation des réunions du conseil municipal, les questions déposées après l'expiration du délai susvisé, seront traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Lors de cette séance, le Maire ou l'adjoint en charge du dossier répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal spécialement organisée à cet effet.

Si l'objet des questions orales le justifie, le Maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes ou aux services concernés.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance. La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 30 minutes au total.

Une copie de cette réponse est alors jointe, dans la mesure du possible, au procès-verbal de la réunion au cours de laquelle la question a été posée, sinon au procès-verbal de la séance suivante.

Article 3. Missions d'information et d'évaluation

Référence : L. 2121-22-1 du CGCT

Réservées aux communes de 20 000 habitants et plus

Article 4. Expression de la minorité dans les supports d'information de la commune

Référence : L. 2121-27-1 du CGCT

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité est d'une page maximum, sur le bulletin municipal, dans le respect de la charte graphique établie Une photo par numéro, pourra être intégrée à cette page.

Les documents destinés à la publication sont remis au maire, directeur de publication de droit, via l'adjointe à la communication (Mme Aurélie Pichon), par mail (aurelie-pichon@sargeleslemans.fr ou communication@sargeleslemans.fr), selon les dispositions suivantes :

- Les textes au format Word (.doc ou .docx) ou LibreOffice (.odt) uniquement, avant le **30/04** pour le bulletin de Juin et 31/10 pour le bulletin de Décembre
- La photo au format JPEG ou PNG, sera envoyée séparément du document texte (ne pas les intégrer dans Word) accompagnée d'une légende si nécessaire. En transmettant une photo, l'expéditeur certifie disposer des autorisations nécessaires concernant le droit à l'image, notamment des mineurs.

Une fois transmis au directeur de la publication, les textes ne peuvent plus alors être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs.

Toutefois, avec l'accord des intéressés, le directeur de la publication peut modifier un texte qui méconnaitrait les dispositions de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 (contenu diffamatoire, outrageant, etc.).

En cas de refus, tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publics, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du maire, en sa qualité de directeur de publication de droit, ne sera pas publié.

Article 5. Débat sur les orientations budgétaires

Références : L.1612-26 et L. 2312-1 du CGCT

Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le conseil municipal.

Le débat d'orientation budgétaire a lieu dans un délai de dix semaines avant l'examen du budget, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour.
Ce débat est suivi par le vote d'une délibération afin qu'il soit pris acte de sa tenue.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Son contenu comporte les informations suffisantes sur la préparation du budget communal.

10 jours au moins avant la réunion, les documents sur la situation financière de la commune et les éléments d'analyse ayant servi à la rédaction du rapport (*charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ratios établis par les services communaux, etc.*) sont à la disposition des membres du conseil municipal. Ces éléments peuvent être consultés sur

simple demande auprès du maire, en mairie aux heures d'ouverture habituelles *(Lundi - Mardi - Jeudi 8h30 - 12h / 13h30 - 18h - Mercredi 8h30 - 12h - Vendredi 8h30 - 12h / 13h30 - 15h30).*

Article 6. Modalités pratiques du déroulement des réunions des commissions municipales, en plusieurs lieux, par visioconférence

Référence : L. 2121-22-1A du CGCT

Le maire, après avis consultatif du vice-président de la commission concernée, décide que les réunions de celle-ci se tiennent entièrement ou partiellement par visioconférence.

La réunion peut se dérouler à la fois en visioconférence et en présentiel. Il est possible d'y assister pour partie en présentiel et pour partie en visioconférence, y compris pour le président de la commission et le cas échéant, les agents auxiliaires, dès lors qu'ils disposent des moyens matériels et informatiques adéquats.

La convocation fait mention du lien et de la procédure de connexion, du logiciel utilisé, et le cas échéant, le lieu mis à disposition.

Le lien de connexion ne peut être partagé à d'autres personnes qu'aux membres de la commission.

La participation à distance est possible depuis tout lieu, y compris à domicile, respectant le principe de neutralité et permettant une prise de parole sans interférence.

En début de réunion, le président de la commission s'assure que les membres de celle-ci sont bien connectés et en mesure de participer aux travaux (microphone, enceinte et écrans fonctionnels notamment).

Un agent auxiliaire peut assister le président de la commission municipale pour s'assurer du fonctionnement technique du système de visioconférence, recenser les entrées et sorties, ou accomplir toute autre mission utile au bon fonctionnement de la réunion.

Les votes ont lieu à main levée. Le recours au vote secret n'est pas envisageable, au regard des contraintes techniques de la visioconférence.

Lorsqu'un élu est intéressé à l'affaire (soit en son nom personnel, soit comme mandataire) et qu'il participe à la réunion à distance, le président de la commission municipale l'invite à ne pas prendre part aux échanges, et après avoir recueilli son accord, coupe le son et l'image de celui-ci pour la seule séquence concernée.

En cas de dysfonctionnement technique, le président de la commission municipale suspend la séance le temps que la défaillance soit résolue, voire la reporte, en cas de problèmes persistants.

Article 7. Modulation des indemnités de fonction selon la participation effective à certaines réunions

Référence : L. 2123-24-2 du CGCT

Sans objet

CHAPITRE II : PRÉPARATION ET ORGANISATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 8. Bureau municipal

Des réunions hebdomadaires (hors absences) ont lieu entre le Maire, les adjoints et les conseillers délégués, en principe le **LUNDI à 18H00** en Mairie. Il compose la municipalité.

Le bureau municipal élabore en équipe, la politique municipale, coordonne l'ensemble des actions et projets en cours, et répond aux demandes ponctuelles. Le Maire ou le 1er adjoint en son absence, qui les organise et les préside selon la fréquence qu'il détermine, informe les participants sur l'activité municipale et recueille leurs informations et avis. De même, chaque membre fait état de l'avancé des dossiers liés à sa mission.

La directrice générale des services y participe.

L'élu d'astreinte établit un compte-rendu de ces réunions. Ces documents de travail ne sont pas diffusables au public. Seuls les élus et les services municipaux en sont destinataires pour information et application des décisions prises.

Article 9. Réunion thématique

Une réunion thématique est organisée au rythme d'une réunion par semestre, afin que les élus prennent connaissance et débattent de sujets en cours, soumis ou pas à leur approbation lors du conseil municipal public.
Les élus sont invités à faire connaitre en amont les sujets qu'ils souhaitent voir abordés au cours de cette réunion, au moins trois semaines avant la réunion.
Elle permet à ces derniers de prendre connaissance, dans le détail, des dossiers en cours dans la collectivité.

CHAPITRE IIi : RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 10. Périodicité des séances

Références : L. 2121-7 et L. 2121-9 du CGCT

Le principe d'au moins une réunion trimestrielle a été retenu selon un calendrier fixé en début de chaque semestre et modifiable selon les besoins, en principe le **LUNDI à 19H00**.

Le Maire peut réunir le conseil aussi souvent que les affaires l'exigent.

Le Maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du conseil municipal.

Le conseil municipal se réunit et délibère à la Mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre temporaire ou définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Article 11. Convocations

Références : L. 2121-10 à L. 2121-12 du CGCT

La convocation est faite par le Maire et précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la Mairie.

L'envoi des convocations aux membres de ces assemblées sera effectué par voie dématérialisée sur leur adresse électronique municipale (nom.prénom@sargeleslemans.fr) ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Un accusé de réception de l'envoi dématérialisé sera transmis par chaque membre en retour.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Elles sont mentionnées au registre des délibérations, affichées ou publiées.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération sera adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal, accompagnée des pièces techniques complémentaires. Le projet de procès-verbal de la séance précédente, en vue de son approbation lors de la séance considérée, sera également joint à cet envoi.

Un dossier complet, comportant les notes de synthèse sera également distribué dans le casier individuel de chaque élu en mairie.

Article 12. Ordre du jour

Références : L. 2121-10 du CGCT

Le Maire fixe l'ordre du jour.
Pour information, il est porté en amont, à la connaissance du bureau municipal composé du maire, des adjoints et conseillers délégués.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont en principe préalablement soumises, pour avis, aux commissions compétentes, sauf décision contraire du Maire, motivée notamment par l'urgence ou tout autre raison.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public par voie d'affichage numérique.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du conseil, le Maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 13. Accès aux dossiers

Références : L. 2121-13 et L. 2121-13-1 du CGCT

Tout membre du conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers uniquement en mairie et aux heures ouvrables, durant les 5 jours précédant la séance.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires soumises à délibération, la commune met à disposition de ses membres élus, à titre individuel, une adresse électronique, établie sur le format prénom.nom@sargeleslemans.fr.

Pour le vote du budget primitif, le délai de communication du projet du budget doit être distingué de celui de la convocation des membres du conseil municipal. Le projet de budget est préparé et présenté par le maire qui est tenu de le communiquer aux membres du conseil municipal avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen de ce budget (*article L.1612-26 du CGCT*).

Article 14. Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale, 48 heures au moins avant une séance du conseil municipal. Elle fera l'objet d'un accusé de réception.

Les questions écrites ne portent que sur des sujets d'intérêt communal.

Les questions écrites ne donnent lieu à aucun débat, ni vote, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Les auteurs des questions écrites sont invités à préciser, dans leur demande, la nécessité par le maire ou non d'apporter une réponse dans le cadre de la séance du conseil municipal.

CHAPITRE IV : TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 15. Présidence

Référence : L. 2121-14 et L. 2122-8 du CGCT

Le Maire, et à défaut celui qui le remplace, préside le conseil municipal.
Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire, est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote.

Il autorise et met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance.

Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 16. Quorum

Référence : L. 2121-17 du CGCT

Le conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance.

Quant au calcul de la majorité, si le nombre de conseillers présents est pair, le quorum est égal à la moitié des conseillers présents plus un. S'il est impair, le quorum est égal à la moitié des conseillers présents, arrondi à l'entier supérieur.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulière, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Maire adresse aux membres du conseil une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 17. Pouvoirs

Références : L. 2121-20 du CGCT

En l'absence du conseiller municipal, celui-ci peut donner à un autre membre du conseiller municipal de son choix, un pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir (sauf disposition contraire – exemple pendant la crise du COVID). Celui-ci est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée ou de congé de maternité dans les conditions prévues à l'article L. 331-3 du code de la sécurité sociale, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs sont remis au maire, adressés par courrier ou par courriel assorti d'une signature électronique certifiée, avant la séance du conseil municipal concernée. En cas d'urgence, les pouvoirs reçus par un autre canal peuvent également être remis au maire, en main propre, au plus tard, lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Un simple courriel ne saurait faire office de pouvoir. En revanche, il est possible d'adresser par courriel électronique non certifié le scan d'un courrier octroyant un pouvoir dûment signé.

Les pouvoirs adressés par voie postale ne sont recevables que lorsqu'ils parviennent en mairie au plus tard la veille de la séance aux heures d'ouverture de la mairie.

Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de la séance. Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 18. Secrétariat de séance

Référence : L. 2121-15 du CGCT

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme au moins un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance est obligatoirement un ou une élue. Il assiste le Maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, l'approbation du procès-verbal de la précédente séance, le bon déroulement des scrutins et l'éventuelle contestation des votes.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 19. Personnel municipal

La Directrice Générale des Services assiste au conseil municipal. Un autre agent peut être sollicité par le Maire.

L'administration communale assiste le Maire et le secrétaire dans l'exercice de leurs fonctions. En particulier, elle facilite leurs tâches d'enregistrement des débats et de contrôle des votes sans participer aux débats.
Toutefois, à la demande expresse du Maire, la directrice générale des services peut être amenée à intervenir pour apporter des éléments d'informations utiles à la discussion. Elle s'en acquitte alors brièvement et en toute objectivité et impartialité dans le respect de l'obligation de réserve définie par le statut de la fonction publique.

Article 20. Modalités d'accès du public aux séances du conseil municipal

Référence : L. 2121-18 alinéa 1er du CGCT

Les réunions du conseil municipal sont publiques.

Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisé par le président de séance.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.
Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 21. Enregistrement des débats

Référence : L. 2121-18 du CGCT

Les conseils municipaux peuvent être filmés et enregistrés par un conseiller municipal ou un agent communal pour le compte de la commune. La diffusion de la séance du conseil municipal sur internet par les auteurs de l'enregistrement est expressément autorisée par la loi. Celle-ci prévoit en effet que les séances du conseil municipal peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Toutefois, **la diffusion sur internet d'une séance du conseil municipal constitue un traitement de données à caractère personnel**, au sens du RGPD. L'accord des conseillers municipaux, qui sont investis d'un mandat électif et s'expriment dans l'exercice de ce mandat, n'est pas requis pour pouvoir procéder à une telle retransmission des séances publiques. **Les élus ne peuvent donc pas s'opposer à être filmés et /ou enregistrés.**

Mais le droit à l'image du personnel municipal et du public assistant aux séances doit être respecté. Dès lors, la diffusion de l'image de ces personnes présentes dans la salle supposera de s'en tenir à la retransmission de plans larges ne permettant pas d'identifier une personne en particulier.

Il sera rappelé aux personnes susceptibles d'être filmées, de l'enregistrement, par voie d'affichage à la porte d'entrée de la salle du conseil municipal. Cette affiche doit rappeler notamment :
- l'interdiction de filmer les personnes non élues en gros plans, sauf autorisation préalable pour la diffusion ;
- l'interdiction de « taguer », sauf autorisation préalable des intéressés ;
- les modalités d'accès aux informations, de demandes de rectification et d'opposition dont ces personnes disposent.
Ces mêmes règles de protection de l'image des personnes non élues devraient également être respectées par les membres du public procédant à un enregistrement.

Tout enregistrement de la séance doit faire l'objet d'une information par son auteur en début de séance auprès des membres du conseil municipal. Le Maire ou son remplaçant rappelle que pour l'enregistrement vidéo, les plans larges sont à privilégier. Dans le cas contraire, l'autorisation préalable des personnes non élues est requise.

Lorsque l'enregistrement des débats génère un trouble au bon ordre des travaux du conseil municipal, le maire peut le faire cesser.

Article 22. Police de l'assemblée

Référence : L. 2121-16 du CGCT

Il appartient au Maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

Les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux ou tout autre mode permettant d'assurer la sérénité de la séance.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, le Maire en dresse un procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

CHAPITRE V : DÉBATS ET VOTES DES DÉLIBÉRATIONS

Article 23. Déroulement de la séance

Références : L. 2121-14 et L. 2121-29 du CGCT

Le Maire, ou le cas échéant, son « remplaçant », préside le conseil municipal. Dès lors, il organise le bon déroulé de la séance et peut décider de suspendre ou de clore une réunion, en fonction des circonstances.

Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il demande au conseil municipal de nommer un de ces membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.
Il fait arrêter le procès-verbal de la séance précédente et prend note, avec le ou la secrétaire de séance, des rectifications éventuelles.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.
Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle ne pourra être votée dans le cadre de la séance et devra, en tant que telle, être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Dans les séances au cours desquelles le CFU (compte financier unique) est débattu, le conseil municipal élit son président, qui ne peut être le maire. Ce dernier ne peut, en effet, ni participer aux débats, ni au vote du CFU, ni recevoir de pouvoir pour voter.

Il aborde ensuite les points figurant à l'ordre du jour. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire du maire ou de l'adjoint ou du conseiller municipal délégué compétent. Le maire peut inviter les membres de l'administration communale à compléter cette présentation par des précisions techniques.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Article 24. Débats ordinaires

La parole est accordée par le Maire (ou à celui qui le remplace pour présider la séance) aux membres du conseil municipal qui la demandent. Les membres du conseil municipal ne peuvent prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du maire ou de son remplaçant, même s'ils sont autorisés par un autre orateur à les interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.
Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions et/ou des attaques subjectives ou polémiques, la parole peut lui être retirée par le maire.

Le maire donne la parole aux conseillers municipaux et peut la leur retirer si leurs propos excèdent les limites du droit de libre expression. Il s'agit notamment des propos ayant un caractère diffamatoire ou comportant des expressions injurieuses.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération

Au-delà de quelques minutes d'intervention, le Maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Article 25. Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Maire, président de séance, ou son remplaçant.

Le président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un ou plusieurs membres du conseil.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 26. Amendements

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal.
Ils doivent être présentés par écrit au Maire, au moins 48 heures avant la séance.

Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 27. Référendum local

Références : L.O 1112-1 à L.O. 1112-3 du CGCT

Le conseil municipal peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.

Le Maire peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.

A ce titre, le conseil municipal, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la

transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise le projet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.
Le Maire transmet au représentant de l'Etat dans un délai maximum de huit jours la délibération prise.

Le représentant de l'Etat dispose d'un délai de dix jours à compter de la réception de la délibération pour la déférer au tribunal administratif s'il l'estime illégale. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui statue dans un délai d'un mois, en premier et dernier ressort, sur la demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué ou du projet de délibération ou d'acte soumis à référendum.

Lorsque la délibération organisant le référendum local ou le projet de délibération ou d'acte soumis à référendum est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les quarante-huit heures.

Article 28. Votes

Références : L. 2121-20 et L. 2121-21 du CGCT

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :
- À main levée,
- Au scrutin public par appel nominal,
- Au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le Maire et le secrétaire de séance qui comptabilisent le nombre de votants pour, le nombre de votants contre ainsi que les absentions.

Les bulletins ou votes nuls, les bulletins blancs et les abstentions ne sont pas comptabilisés dans les suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a un partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

S'agissant du vote du compte financier unique présenté annuellement par le maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, il est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

S'agissant des modalités de vote du conseil municipal, lorsqu'aucune forme particulière de scrutin n'est imposée par le CGCT, le conseil municipal se prononce dans le cadre d'un scrutin ordinaire à main levée.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1. Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
2. Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Article 29. Clôture de toute discussion

Seul le président de séance peut mettre fin aux débats, y compris si l'ordre du jour n'est pas épuisé.

CHAPITRE V : INFORMATION DU PUBLIC

Article 30. Procès-verbaux

Référence : L. 2121-15 du CGCT

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal.

Le procès-verbal doit mentionner la date et l'heure de la séance, Les noms du président de la séance, des conseillers municipaux présents ou représentés, du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant les scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Une fois rédigé, ce procès-verbal non définitif, est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal est arrêté à la séance suivante par une mise aux voix pour son adoption et intègre les rectifications éventuelles.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée immédiatement.

Article 31. Liste des délibérations examinées

Référence : L. 2121-25 du CGCT

Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet.

Elle comprend à minima la date de la séance, le numéro des délibérations examinées par le conseil municipal et la mention de l'objet de chacune d'entre elles, approuvées ou refusées par le conseil municipal, comme suit :
Délibération n°X/X-X examinée le XXXX – Objet de la délibération – Approuvée/Rejetée

Si la situation locale le justifie, le résumé ou l'explication de la décision peut être mentionné.

La liste des délibérations examinées est tenue à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public

Article 32. Décisions du Maire en vertu d'une délégation du conseil municipal

Les décisions prises par le Maire en vertu de la délégation de pouvoir que lui a consentie le conseil municipal sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations qui seraient prises sur le même objet.

Elles sont signées personnellement par le Maire, transmises à la Préfecture et transcrites sur le registre des délibérations après que le Maire en ait rendu compte au conseil municipal.

CHAPITRE VII : COMMISSIONS MUNICIPALES ET COMITÉS CONSULTATIFS

Article 33. Commissions municipales

Référence : L. 2121-22 du CGCT

Les commissions permanentes sont les suivantes (liste non exhaustive) :

COMMISSION	NOMBRE DE MEMBRES MAXIMUM
CULTURE ET PATRIMOINE	7
ENFANCE-JEUNESSE ET VIE SCOLAIRE	6
TRAVAUX ET DEVELOPPEMENT DURABLE	6
COMMUNICATION	6
CHEMINS, VOIRIE, NATURE	6
AFFAIRES SOCIALES	7
ANIMATION ET VIE PUBLIQUE	7
FINANCES	14
CITOYENNETE	7
URBANISME, HABITAT, INFORMATIQUE ET NUMERIQUE	7

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siègeront.
Le nombre de membres indiqué ci-dessus exclut le Maire, Président de droit ; chaque conseiller municipal est membre **d'une commission au moins**.
La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Sauf décision contraire du maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise au conseil municipal doit être préalablement étudiée par une commission, lorsqu'elle existe.

Les commissions légales sont celles qui sont imposées réglementairement et dont la composition est fixée par les textes. Il s'agit de :

- La Commission Communale des Impôts Directs (CCID)
- La commission de contrôle des listes électorales
- La commission administrative du CCAS

Article 34. Fonctionnement des commissions municipales

Référence : L. 2121-22 du CGCT

Le Maire en est le Président de droit. Le vice-président d'une commission est l'adjoint ou le conseiller délégué ayant reçu délégation du Maire.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.
Elles statuent à la majorité des membres présents.

La Directrice Générale des Service et/ou le responsable de services peut assister, à la demande des élus, aux séances des commissions.
Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

La commission se réunit sur convocation du Maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.
La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller, par voie électronique, au moins 10 jours avant la tenue de la réunion. De la même manière, il adressera le compte rendu de la réunion aux membres, et le diffusera à l'ensemble des membres du conseil via l'intranet.

Chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé son président 8 jours au moins avant la réunion.
Une attention particulière sera apportée sur le calendrier afin que deux commissions ne soient pas organisées en même temps.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.
Seule la commission de contrôle des listes électorales peut accueillir du public.

Les documents produits lors des commissions municipales ont le caractère de documents préparatoires. Ils ne seraient être diffusés qu'à l'issue de leur adoption au conseil municipal, devenant ainsi de nature définitive.

Article 35. Comités consultatifs

Références : L. 2143-2 du CGCT

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné par le maire parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 36. Commissions consultatives des services publics locaux

Référence : L. 1413-1 du CGCT

Réservées aux communes de plus de 10 000 habitants

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 37. Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité

Référence : L. 2121-27 et D.2121-12 du CGCT

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, dans un délai de 4 mois.

L'utilisation du local fait l'objet d'une demande écrite adressée au maire.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

Dans les communes dont la population est comprise entre 3 500 et 10 000 habitants, la mise à disposition d'un local administratif commun aux conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale peut être, dans la mesure où cela est compatible avec l'exécution des services publics, soit permanente, soit temporaire. Dans ce dernier cas, en l'absence d'accord entre le maire et les conseillers intéressés, la durée de la mise à disposition ne peut être inférieure à 4 heures par semaine, dont 2 heures au moins pendant les heures ouvrables.

Le local est situé dans une salle annexe de la mairie, dont l'utilisation est mutualisée avec d'autres services. Il dispose du mobilier nécessaire à la tenue de réunions par les conseillers, l'étude de documentation et l'examen de dossiers. Une armoire fermée à clef et dédiée permet de conserver des documents. L'accès est autonome.

Article 38. Groupes politiques

Référence : L. 2121-28 du CGCT

Réservées aux communes de plus de 100 000 habitants.

Article 39. Modification du règlement

En cours de mandat, le présent règlement peut faire l'objet de modifications par le conseil municipal, à la demande du Maire ou sur proposition d'un conseiller municipal.

Article 40. Application du règlement intérieur

Le présent règlement est adopté par le conseil municipal de Sargé-Lès-Le Mans, le ……

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°05 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib05-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation : Vendredi 04 Septembre 2026

Objet : ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES DE LE MANS METROPOLE (CLETC) DU 08 JUILLET 2026

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janick AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : Absents : /
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général des Impôts, et notamment le IV de l'article 1609 nonies C relatif aux groupements soumis au régime de Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) ;

CONSIDÉRANT que la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) s'est réunie le 08 juillet 2026 pour réviser les attributions de compensation en intégrant les montants de rôles supplémentaires de Cotisation Foncières des Entreprises (CFE) perçus par certaines communes en 2025 au titre de 2023 ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de l'examen, la commission a adopté le rapport d'évaluation à l'unanimité des membres présents. Ce rapport a été transmis à la commune le 09 juillet 2026 ;
CONSIDÉRANT que conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de la CLETC doit désormais être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres de la Métropole, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission ;
CONSIDÉRANT que ce rapport sert de référence dans la détermination des Attributions de Compensation (AC) qui feront l'objet d'un vote par délibérations spécifiques à l'issue du délai d'approbation ;

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, l'Assemblée municipale ADOPTE **à l'unanimité des voix** le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 08 juillet 2026 joint en annexe.

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire,

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib05-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

LE MANS Métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC)

Rapport d'évaluation en vue des Attributions de Compensation 2026

Réunion du 08/07/2026

Sommaire

Préambule....3

I - Cadre juridique et méthodologique....4

1.1 Vote du rapport validé par la CLETC....4

1.2 Détermination des Attributions de Compensation selon la procédure dite de «révision libre».4

1.3 Versement des Attributions de Compensation....5

II – Prise en compte des rôles supplémentaires de CFE....6

2.1 - Présentation de la méthodologie....6

2.2 - Résultats de l'évaluation....6

IV – Montant total des Attributions de Compensation à verser par Le Mans Métropole....7

Préambule

Au terme du IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts relatif aux groupements soumis au régime de Fiscalité Professionnelle Unique (FPU), la commission locale chargée d'évaluer les recettes et charges transférées nommée ci-après CLETC remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des transferts.

Le présent document constitue, en application de l'article susnommé, le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts des Charges (CLETC) au titre de l'actualisation des transferts réalisés entre Le Mans Métropole et ses communes membres suite à l'instauration du régime de FPU au 1er janvier 2024.

Les données de référence retenues dans le périmètre de calcul des AC correspondent aux montants validés par les rapports de la CLETC de 2025 et confirmé par délibérations du conseil communautaire du 27 novembre 2025.

Les éléments soumis à examen portent sur un point :

- Les rôles supplémentaires de CFE au titre de 2023.

Le Conseil communautaire s'appuiera sur les travaux de la CLETC et ce rapport pour déterminer le montant des Attributions de Compensation (AC) versées par Le Mans Métropole à ses communes membres.

I - Cadre juridique et méthodologique

1.1 Vote du rapport validé par la CLETC

Le présent rapport adopté par la CLETC est adressé aux 20 communes membres de le Mans Métropole.
Les Conseils municipaux doivent se prononcer dans un délai de trois mois suite à la notification, par le président de la commission, du rapport adopté par la CLETC. Toutes les communes doivent délibérer. La condition de majorité pour le vote de chaque Conseil municipal est la majorité simple.
Pour être validé, le rapport de CLETC doit être approuvé dans un délai de trois mois à la majorité qualifiée des Conseils municipaux, à savoir dans le respect de l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale
- la moitié au moins des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population totale.

Dans l'hypothèse où le rapport de CLETC n'obtiendrait pas la majorité qualifiée et ne serait donc pas approuvé, l'article 1609 nonies C du Code général des Impôts prévoit que c'est au Préfet d'arrêter le montant des transferts. Dans ce cas, ce dernier procède à un recalcul de l'ensemble des données issues des comptes administratifs. Il n'est pas lié par les travaux de la CLETC.

1.2 Détermination des Attributions de Compensation selon la procédure dite de « révision libre »

Le 1°bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit les modalités de la fixation libre des Attributions de compensation : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

En application de la procédure de révision libre, l'adoption des montants définitifs des Attributions de Compensation intervient par délibérations concordantes de Le Mans Métropole et de ses communes membres selon les conditions suivantes :

- Délibération à la majorité des 2/3 du Conseil Communautaire

  Cette délibération doit tenir compte de l'évaluation de la CLETC, mais le Conseil Communautaire n'est pas tenu par le rapport de CLETC. Il n'a cependant pas la faculté d'introduire de lui-même des éléments nouveaux non expertisés et non chiffrés par la CLETC.

- Une délibération de chaque commune intéressée à la majorité simple. Une commune peut ainsi refuser la révision de son AC sans que cela n'affecte les autres.

1.3 Versement des Attributions de Compensation

Le Mans Métropole verse mensuellement aux communes, par douzièmes, les Attributions de Compensation (AC) de fonctionnement 2026 sur la base des AC versées en 2025 et fixées par délibération du Conseil communautaire du 27 novembre 2025.

Les ajustements entre les montants 2025 et les montants actualisés à l'issue de la procédure de vote susmentionnée seront réalisés sur les derniers versements de l'année 2026.

Les imputations comptables à retenir sont les suivantes (nomenclature comptable M57) :

- Attributions versées par Le Mans Métropole : dépenses au compte 739211
- Attributions perçues par les communes : recettes au compte 73211

II – Prise en compte des rôles supplémentaires de CFE

2.1 - Présentation de la méthodologie

L'administration fiscale dispose d'un pouvoir de redressement jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant l'année au titre de laquelle l'imposition est due (article L. 174 du livre des procédures fiscales) lorsqu'elle constate des erreurs ou des omissions dans les impositions établies initialement.

Les rôles supplémentaires, émis par l'administration fiscale au titre de l'année de perception de la fiscalité professionnelle qui a servi de référence au calcul de l'AC, soit 2023, doivent être intégrés dans ce produit de fiscalité professionnelle de référence.

Les montants de ces rôles supplémentaires au titre de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) 2023 ont été constatés par les communes en 2025 et sont enregistrés dans leurs comptes administratifs 2025.

Les montants correspondants ont été transmis à Le Mans Métropole.

2.2 - Résultats de l'évaluation

COMMUNE	Rôles supplémentaires CFE
AIGNE	- €
ALLONNES	4 692,00 €
ARNAGE	216,00 €
CHAMPAGNE	- €
CHAPELLE-SAINT-AUBIN	- €
CHAUFOUR-NOTRE-DAME	- €
COULAINES	- €
FATINES	- €
FAY	- €
MANS	39 775,00 €
MILESSE	- €
MULSANNE	2 397,00 €
PRUILLE-LE-CHETIF	- €
ROUILLON	- €
RUAUDIN	2 003,00 €
SAINT-GEORGES-DU-BOIS	- €
SAINT-SATURNIN	1 173,00 €
SARGE-LES-LE-MANS	4 067,00 €
TRANGE	183,00 €
YVRE-L'EVEQUE	- €

TOTAL VERSÉ	54 506,00 €

IV – Montant total des Attributions de Compensation à verser par Le Mans Métropole

En considération des ajustements décrits ci-dessus, les montants des Attributions de Compensation sont actualisés comme suit :

COMMUNE	Attributions de compensation définitives 2026
AIGNE *	280 861,00 €
ALLONNES	3 679 738,00 €
ARNAGE	2 185 749,00 €
CHAMPAGNE *	2 727 439,00 €
CHAPELLE-SAINT-AUBIN *	1 873 010,00 €
CHAUFOUR-NOTRE-DAME *	106 006,00 €
COULAINES *	1 062 242,00 €
FATINES *	179 525,00 €
FAY *	94 926,00 €
MANS	25 659 877,00 €
MILESSE *	455 639,00 €
MULSANNE	1 102 400,00 €
PRUILLE-LE-CHETIF *	198 535,00 €
ROUILLON *	221 687,00 €
RUAUDIN	1 206 393,00 €
SAINT-GEORGES-DU-BOIS *	261 086,00 €
SAINT-SATURNIN	1 236 978,00 €
SARGE-LES-LE-MANS	593 084,00 €
TRANGE	396 281,00 €
YVRE-L'EVEQUE *	735 927,00 €

TOTAL VERSÉ	44 257 383,00 €

** Absence d'éléments nouveaux - montant 2025 reconduit*

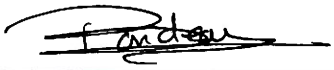
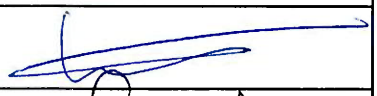
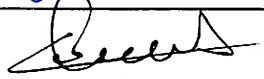
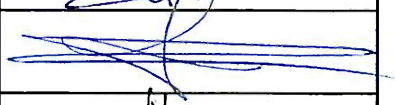
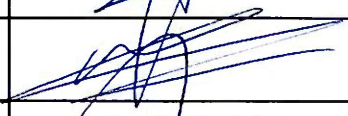
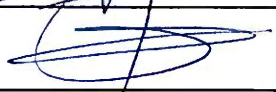
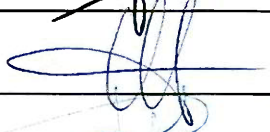
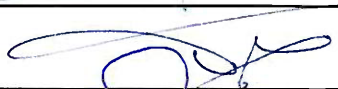
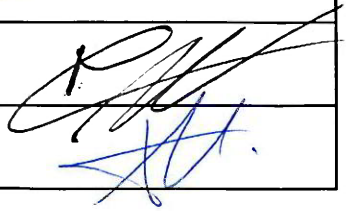
✧✧✧

La CLETC approuve les montants d'attributions de compensation des communes présentés dans ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité des membres présents soit 19 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC)
Séance du 08/07/2026

Feuille d'émargement membres titulaires ou suppléants

Communes	NOM Prénom	Signature
AIGNE	MULLET Karine	
ALLONNES	Excusé	
ARNAGE	BLONDEAU Céline	
CHAMPAGNE	AUBIER Sébastien	
CHAUFOUR-NOTRE-DAME	LEBOUCHER Patrice	
COULAINES	FERRE Catherine	
FATINES	Nicolas AUGEREAU	
FAY	POLLEFOORT Maurice	
LA CHAPELLE ST AUBIN	MAUBOUSSIN Philippe	
LA MILESSE	LOUVANCOURT Jean-Pascal	
LE MANS	CIGANA	
MULSANNE	LECOQ Jean-Yves	
PRUILLÉ-LE-CHÉTIF	Leballeur Isabelle	
ROUILLON	Laurent PARIS	
RUAUDIN	Carole Hemelot	
SAINT GEORGES-DU-BOIS	Régis ANNIC	
SAINT SATURNIN	MORGES Philippe	
SARGÉ LES LE MANS	AUBER Annick	
TRANGÉ	JOUANNY Raoul	
YVRÉ L'ÉVEQUE	DUGUÉ Mickael	

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°06 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib06-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026
Objet DÉCISION MODIFICATIVE BUDGET 2026 – N°2

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janick AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
VU la délibération n°09-07/2022 du conseil municipal en date du 07 Novembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 01 Janvier 2023 ;
VU la délibération n°08-02/2026 du conseil municipal en date du 02 Mars 2026 adoptant le budget primitif 2026, équilibré en section de fonctionnement à 4 411 949€ et à 4 118 906€ pour la section d'investissement ;
VU la délibération n°06-06/2026 du conseil municipal en date du 05 Juin 2026 adoptant la décision modificative du budget 2026, de la section d'investissement, pour un montant de 4.000€ ;

CONSIDÉRANT l'intégration au BP2026 de nouvelles dépenses d'investissement à hauteur de 34.140€ ;
CONSIDÉRANT que ce projet de décision modificative du Budget 2026 a été examiné et débattu en commission Finances du 01 septembre 2026 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal **à l'unanimité des voix :**

- APPROUVE la décision modificative présentée en annexe, et établie sur un montant de 34.140€
- PREND ACTE du montant de la section d'investissement du Budget Primitif 2026 conservé à 4.118.906€.

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

BP2026 - DÉCISION MODIFICATIVE
CONSEIL MUNICIPAL DU 14 SEPTEMBRE 2026

PARTIE INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitre	Op.	Site concerné	Objet des opérations modifiées	Montant inscrit au BP2026	Montant à réduire par DM	Montant à ajouter par DM	Nouveau montant au BP2026
20	26-63	ÉGLISE	AUDIT	0,00 €		1 440,00 €	1 440,00 €
21	/	/	/	189 371,07 €	34 140,00 €		155 231,07 €
	26-60	LOCAL JEUNES	COMPLÉMENT INSTALLATION WIFI PUBLIC	0,00 €		2 150,00 €	2 150,00 €
	26-64	SERVICES TECHNIQUE	MATÉRIEL POUR DOUCHE SUPPLÉMENTAIRE	0,00 €		1 550,00 €	1 550,00 €
	26-65	JUDO	REMPLACEMENT CHAUDIÈRE ET CHAUFFE EAU	0,00 €		29 000,00 €	29 000,00 €
			TOTAL DEPENSES	**4 118 906,00 €**	**34 140,00 €**	**34 140,00 €**	**4 118 906,00 €**

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°07 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260921-delib07-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026

Objet DÉLIBÉRATIONS FISCALES 2027 – AJUSTEMENT DES MODALITÉS DE TAXATION DES LOGEMENTS VACANTS

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janick AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général des Impôts et notamment l'article 1406bis
VU la délibération n°02/07-2018 du 24/09/2018 instaurant la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants (THLV) afin d'inciter les propriétaires à remettre leurs biens sur le marché immobilier (mise en location ou en vente). Le taux d'imposition applicable est celui de la taxe d'habitation des résidences secondaires.

CONSIDÉRANT que la Loi de Finances 2026 a fusionné à compter de 2027 les deux taxes existantes sur la vacance des logements, à savoir :

- La taxe sur les logements vacants (TLV) : au bénéfice de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH), s'applique sur les communes situées en zones tendues listées par décret,
- La taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) : au bénéficie des communes, s'applique en zone non tendue, sur délibération prise par le conseil municipal (cas de la commune de Sargé-Lès-Le Mans).

CONSIDÉRANT que désormais une seule taxe existe : la Taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH).
CONSIDÉRANT que par ailleurs, la détermination du taux d'imposition évolue. Sur les communes situées en dehors des zones tendues, le taux peut être fixé librement dans la limite de 50%.
CONSIDÉRANT que la taxe est due pour les logements habitables non meublés vacants depuis au moins deux ans. Certains logements sont exclus du champ de la taxe : les logements qui ne sont pas à usage d'habitation, les logements détenus par les organismes d'habitations à loyer

modéré (HLM) ainsi que les logements qui constituent des dépendances du domaine public, les logements dont la vacance est indépendante de la volonté du propriétaire (par exemple, logement mis en location ou en vente au prix du marché mais ne trouvant pas preneur ou acquéreur ou encore les logements devant faire l'objet de travaux dans le cadre d'opérations d'urbanisme, de réhabilitation ou de démolition), les logements occupés plus de 90 jours de suite au cours d'une des années de référence, les résidences secondaires meublées soumise à la taxe d'habitation.

CONSIDÉRANT qu'en cas d'imposition erronée liée notamment à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements accordés par la DDFIP sont à la charge de la Collectivité.

CONSIDÉRANT qu'afin de maintenir la politique incitative de la collectivité dans la lutte contre la vacance des locaux d'habitation, les ajustements introduits par la loi de Finances 2026 nécessitent d'instaurer la taxe sur la Vacance des Logements d'Habitation (TVLH) en lieu et place de la THLV appliquée depuis 2016. Cette instauration ne modifie pas le dispositif existant.

CONSIDÉRANT que la détermination du taux d'imposition de la TVLH applicable en 2027 fera l'objet d'une délibération spécifique, conformément au Code Général des Impôts, dans le cadre du vote des taux de fiscalité directe locale qui doit intervenir avant le 15/04/2027,

CONSIDÉRANT que les autres dispositions fiscales applicables sur la commune restent inchangées,

CONSIDÉRANT l'avis favorable émis par la commission finances du 01 septembre 2026

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE **à l'unanimité des voix** d'instituer la taxe sur la vacance des locaux d'habitation à compter du 01 janvier 2027.

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire,

MAIRIE DE SARGÉ-LÈS-LE-MANS

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRÀT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°08 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib08-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026

Objet CRÉATION D'UN POSTE EN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ (filière animation) – AESH Mercredis Loisirs et CLSH

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janich AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment l'article L.313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
VU le Décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation.
VU la délibération n°09/02-2026 du 02 Mars 2026 créant un poste en accroissement temporaire pour recruter un agent contractuel à temps non complet à raison de 1 heure hebdomadaire, soit au maximum 10/35ème dans le grade d'Adjoint d'animation afin d'encadrer un enfant porteur de handicap, selon un planning établi avec les parents, jusqu'à la fin de l'année scolaire 2025-2026,

CONSIDÉRANT la poursuite du besoin pour l'année scolaire 2026-2027,
CONSIDÉRANT la prestation à fournir très ponctuellement, lors des Mercredis Loisirs et Centre de Loisirs Sans Hébergement,
CONSIDÉRANT la souplesse d'organisation qu'exige la réponse à apporter à ce besoin, car ce planning peut être amené à évoluer

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal l'AUTORISE **à l'unanimité des voix** à compter du **21 Septembre 2026** à :

- RECRUTER un agent contractuel à temps non complet à raison de 1 journée hebdomadaire, soit au maximum 10/35ème dans le grade d'Adjoint d'animation pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité afin d'encadrer un enfant porteur de handicap, selon un planning établi avec les parents, au cours de l'année scolaire 2026-2027
- ACCEPTER que les dates prévisionnelles puissent évoluer en fonction du besoin
- DE FIXER la rémunération sur la base de la grille indiciaire relevant de ce grade
- D'INSCRIRE les crédits nécessaires. La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 012 des budgets primitifs 2026 et 2027.

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

MAIRIE DE SARGÉ-LÈS-LE-MANS (Sarthe)

Le Maire

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°09 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260921-delib09-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026

Objet CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT À TEMPS NON COMPLET D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ère CLASSE (violoncelle)

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	27
Présents	25	Contre	0
Votants	27	Abstention	0

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janich AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 et suivants,
VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L.2, L.7 et L.332-8 5°,
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,
VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
VU la délibération du 15 Juin 2020 autorisant le recrutement de contractuels sur un emploi permanent,
VU le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des Assistants d'enseignement artistique.
VU le tableau des effectifs,

CONSIDÉRANT que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.
CONSIDÉRANT l'existence d'un emploi non permanent en activité accessoire, d'1h30/hebdomadaire, pour l'enseignement du violoncelle au sein de l'Etablissement d'Enseignement Artistique ;
CONSIDÉRANT que cet emploi est occupé par une Assistante d'Enseignement Artistique Principal 1ère classe, titulaire sur autre collectivité

CONSIDÉRANT que la collectivité souhaite ouvrir cet emploi permanent au grade du cadre d'emploi des Assistants d'Enseignement Artistique Principal 1ère classe, à compter du 1er Octobre 2026,

Sur proposition de Monsieur le Maire et par un vote à scrutin public ordinaire, le Conseil Municipal DÉCIDE **à l'unanimité des voix** à compter du **01 Octobre 2026** de :

- CRÉER un emploi permanent d'enseignant de violoncelle, à temps non complet à raison de 1h30 hebdomadaires, appartenant au cadre d'emplois des Assistants d'Enseignement Artistique, catégorie hiérarchique B, au grade d'Assistant d'Enseignement Artistique Principal 1ère classe
- SIGNER l'arrêté correspondant.
- INSCRIRE les crédits nécessaires au budget
- SUPPRIMER le poste laissé vacant

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°10 / 07-2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260914-delib01-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026

Objet DÉBAT PORTANT SUR LES GARANTIES ACCORDÉES AUX AGENTS EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE (PSC)

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	/
Présents	25	Contre	/
Votants	27	Abstention	/

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janich AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L.827-12, chaque collectivité ou établissement public territorial a l'obligation d'organiser un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire (PSC) au sein de son assemblée délibérante, dans les six mois suivant le renouvellement de cette dernière

CONSIDÉRANT que cette obligation prend la forme d'une présentation et d'un débat devant l'assemblée délibérante de la collectivité mais ne donne pas lieu à un vote. Chaque employeur public territorial est libre d'en déterminer le contenu.
CONSIDÉRANT le rapport de présentation proposé par le Centre de Gestion de la Sarthe, présentant le cadre réglementaire, les enjeux de la protection sociale complémentaire, les obligations de la commune en tant qu'employeur,
CONSIDÉRANT la présentation de la situation de la collectivité en matière de protection sociale complémentaire, tant pour le volet Santé que le volet Prévoyance
CONSIDÉRANT la présentation de la situation de la collectivité en matière de protection sociale complémentaire, tant pour le volet Santé que le volet Prévoyance, à savoir :

- En matière de SANTÉ :
  - Mise en place au 01 janvier 2026, d'une allocation de 15€ par mois pour les agents bénéficiant d'une mutuelle individuelle labellisée
  - 15 bénéficiaires en 2026
  - Budget de 2700€ pour la commune

- En matière de PRÉVOYANCE :
    - Mise en place au 01 janvier 2025, dans le cadre d'une mutualisation régionale des Centres de Gestion des Pays de la Loire, d'une convention de participation à adhésion obligatoire répondant aux obligations réglementaires du 01 Janvier 2029, sur la base de 50% de la cotisation de base, avec un minimum mensuel de 7€ par agent
    - 49 bénéficiaires (tous les agents ayant minimum 6 mois d'ancienneté)
    - Budget de 8700€ pour la commune

CONSIDÉRANT qu'en matière de SANTÉ, la commune s'est engagée auprès du Centre de Gestion de la Sarthe pour participer à la mise en place d'un contrat collectif à adhésion facultative des agents à compter du 1er juillet 2027

Les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire (PSC), ainsi que les enjeux du mandat en matière de protection sociale complémentaire, tant pour le volet santé que le volet prévoyance, ont fait l'objet d'un débat.

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire,

MAIRIE DE SARGÉ-LÈS-LE-MANS (Sarthe)

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

DÉBAT POST ÉLECTIONS

2026

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE



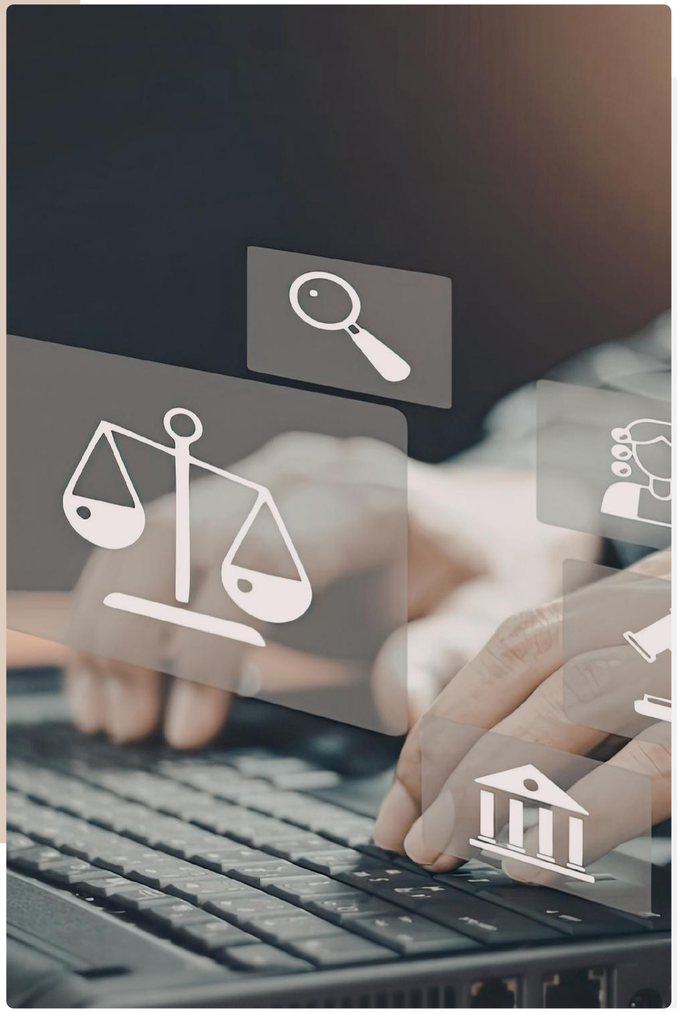
© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement r

Contexte du cadre et du débat

Ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021



© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



CADRE REGLEMENTAIRE

L'article 4-III de l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique (prise en application des dispositions de l'article 40 de la loi du 6 août 2019) a introduit une obligation de débat en matière de PSC à l'occasion du renouvellement des assemblées :

> *« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire dans les 6 mois qui suivent le renouvellement général des assemblées »*

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

MODALITÉS

L’obligation s’impose **à toutes les collectivités** et établissements publics,

Elle prend la forme d’une présentation et **d’un débat** devant l’assemblée délibérante de la collectivité mais ne donne pas lieu à un vote.

L’ordonnance ne prévoit pas de contenu. Chaque employeur public territorial est **libre d’en déterminer le contenu**.



SUJET 01

Les enjeux de la protection sociale complémentaire

SUJET 02

La compréhension des risques

SUJET 03

Le point sur la situation actuelle (choix du dispositif, participation employeur)

SUJET 04

Enjeux du nouveau mandat et impacts des nouvelles obligations

SUJET 05

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs recherchés

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Les 2 volets de la PSC



Risque santé

Vise à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident non pris en charge par la sécurité sociale



Risque prévoyance

Vise à couvrir la perte de salaire / de retraite liée à une maladie, une incapacité / invalidité ou un décès

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE



Risque santé

Compléter les remboursements de la Sécurité Sociale

SUR LES FRAIS D'HOSPITALISATION

SUR LES FRAIS MÉDICAUX COURANTS
MÉDECIN, PHARMACIE, LABORATOIRE...

SUR LES FRAIS D'APPAREILLAGE ET DE PROTHÈSES
OPTIQUES, DENTAIRES, AUDITIFS...

SUR D'AUTRES FRAIS MÉDICAUX OU PARAMÉDICAUX
MÉDECINES DOUCES, TRAITEMENTS OU PROTHÈSES NON PRIS EN CHARGE PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE...

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE



Risque prévoyance

Compenser la perte de revenus

COMPENSER LA PERTE DE REVENUS À ½ TRAITEMENT

COMPENSER LA PERTE DE RÉGIME INDEMNITAIRE

GARANTIE INVALIDITÉ

COMPENSER LA PERTE DE RETRAITE

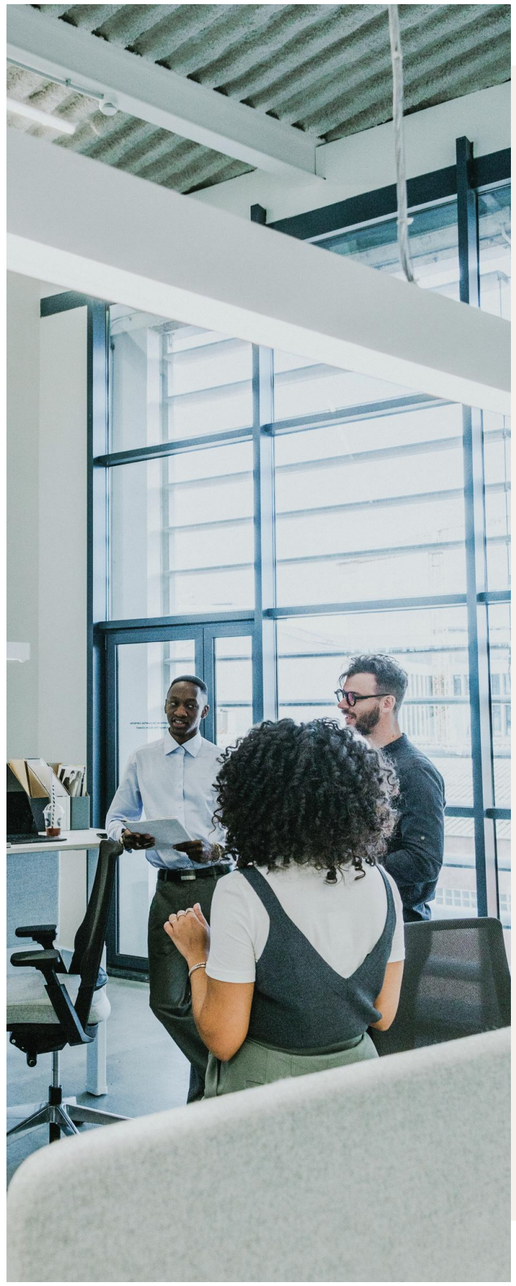
GARANTIE DÉCÈS

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



LES ENJEUX

DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Pour les agents

- Sécuriser les revenus des agents en cas d'arrêt de travail ou d'invalidité
- Faciliter l'accès et limiter le renoncement aux soins
- Fidéliser les agents territoriaux

Pour les collectivités

- Renforcer l'attractivité employeur
- Favoriser la qualité de vie au travail (QVT)
- Améliorer la performance et le climat social

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



Cadre juridique

Articulation et chronologie des textes relatifs à la PSC dans la Fonction Publique Territoriale

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

CHRONOLOGIE

DES TEXTES RELATIFS À LA PSC DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Loi 89-1009 du 31 décembre 1989
dite Loi Evin

renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques

8 novembre 2011

DÉCRET

Décret n°2011-1474
relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la PSC de leurs agents

25 mai 2012

CIRCULAIRE

Circulaire RDFB1220789C
Participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la PSC de leurs agents

17 février 2021

ORDONNANCE

Ordonnance 2021-175
relative à la PSC dans la FPT

Ordonnance n°2021-174
Relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique

20 avril 2022

DÉCRET

Décret 2022-581
relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales

11 juillet 2023

ACCORD COLLECTIF NATIONAL

Accord collectif national
portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux

22 décembre 2025

LOI

Loi n°2025-1251
relative à la PSC des agents publics territoriaux

GROUPE Clémie
COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

TRANSPOSITION DE L'ACCORD COLLECTIF NATIONAL
DU 11 JUILLET 2023

2 juillet 2025

PETITE LOI N° 163

Projet de loi transposant les dispositions principales de l'accord collectif national du 11 juillet 2023, adoptée **par le Sénat** le 02 juillet 2025

11 décembre 2025

LOI ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Loi relative à la Protection Sociale Complémentaire des agents publics territoriaux
Texte adopté n°193

22 décembre 2025

PROMULGATION DE LA LOI N°2025-1251

Relative à la Protection Sociale Complémentaire des agents publics territoriaux

Cliquer sur l'image pour accéder au texte de Loi



Suite à la publication de la loi

DÉCRETS D'APPLICATION

- 1 décret simple
Pour modifier les garanties minimales du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022
- 1 décret en Conseil d'Etat
Pour fixer les cas de dispense au caractère obligatoire de l'adhésion
- 1 décret en Conseil d'Etat
Pour réviser et mettre à jour le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011

GROUPE Clémie
COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



Les obligations employeur

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

OBLIGATIONS EMPLOYEUR

EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE



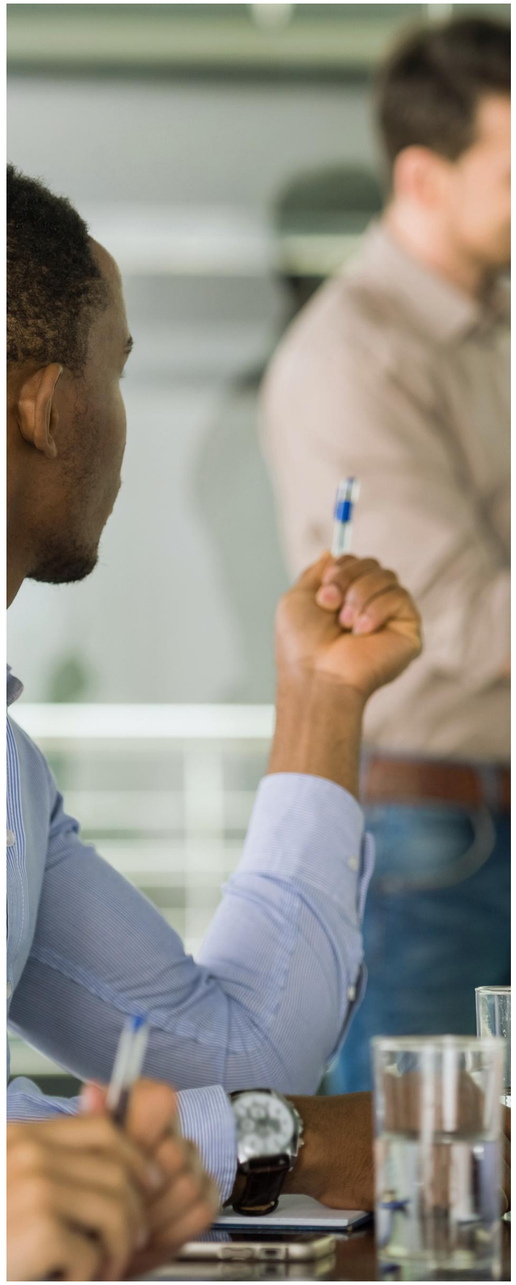
	Risque santé	*Risque prévoyance*
AVANT	**Participation et adhésion facultatives**	**Participation et adhésion facultatives**
Depuis le 1er janvier 2026	• Participation obligatoire • 15 € /mois /agent • Libre choix entre contrat individuel labellisé ou convention de participation à adhésion facultative ou obligatoire	***Depuis le 1er janvier 2025*** • Participation obligatoire • 7 € /mois /agent ***Au plus tard au 1er janvier 2029*** • Convention de participation à adhésion obligatoire • Participation employeur minimale de 50% • Couverture Incapacité + Invalidité • Niveau de garantie minimal fixé par décret

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



OBLIGATIONS EMPLOYEUR

- EN DETAIL :

Risque santé

<u>Depuis le 1er janvier 2026</u> :

- Participation employeur obligatoire de 15 euros minimum par agent et par mois

Les collectivités doivent choisir leur mode de participation soit au profit de :

- **Contrats individuels labellisés :** l'agent souscrit seul son contrat.
- **Convention de participation :** "contrat collectif" à adhésion facultative ou obligatoire, souscrit par l'employeur dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.
  Mise en œuvre en direct ou par l'intermédiaire du Centre de Gestion

Risque prévoyance

<u>Depuis le 1er janvier 2025 :</u>

Participation employeur obligatoire de 7 euros minimum par agent et par mois

<u>Au plus tard le 1er janvier 2029:</u>

Participation employeur obligatoire de 50% de la cotisation de base minimum par agent et par mois

Convention de participation à adhésion obligatoire avec garanties minimales :

- *Incapacité* : Indemnités journalières complémentaires, garantissant une rémunération nette équivalente à 90 % de la rémunération nette (TBI + NBI + RI)
- *Invalidité* : Rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % de la rémunération nette

Mise en œuvre en direct ou par l'intermédiaire du Centre de Gestion

GROUPE Clémie — COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE — CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

DÉBAT POST ÉLECTIONS

2026

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Exemple de mise en œuvre

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE LA SARTHE



© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

Situation de votre collectivité

Audit de vos dispositifs PSC



GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

LA PARTICIPATION EN SANTÉ



Risque santé

Compléter les remboursements de la Sécurité Sociale

Participation en santé depuis : [année]

Montant de participation :
[indiquer montant et modalités de variation]

Dispositif en place :
[indiquer si labellisation ou convention de participation]
Si convention de participation,
[indiquer : année de fin, opérateur, garanties obligatoires, options]

Taux d'adhésion :
[indiquer le nombre d'agents qui bénéficient de la participation/nombre d'agent éligibles]

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

LA PARTICIPATION EN PRÉVOYANCE

Participation en Prévoyance (maintien de salaire) depuis : [année]

Montant de participation :
[indiquer montant et modalités de variation]

Dispositif en place :
[indiquer si labellisation ou convention de participation]
Si convention de participation,
[indiquer : année de fin, opérateur, garanties obligatoires, options, niveau de garanties]

Taux d'adhésion :
[indiquer le nombre d'agents qui bénéficient de la participation/nombre d'agent éligibles]



Risque prévoyance

Compenser la perte de revenus

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



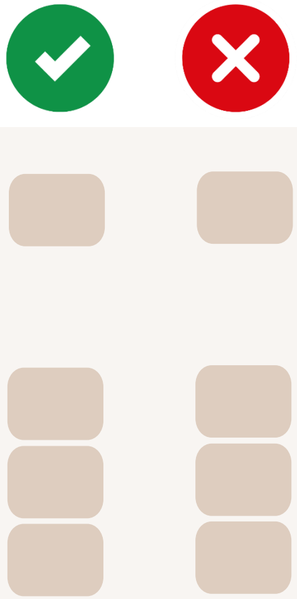
Enjeux du mandat

2026-2032

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

SANTE

AUDIT DE MISE EN CONFORMITE

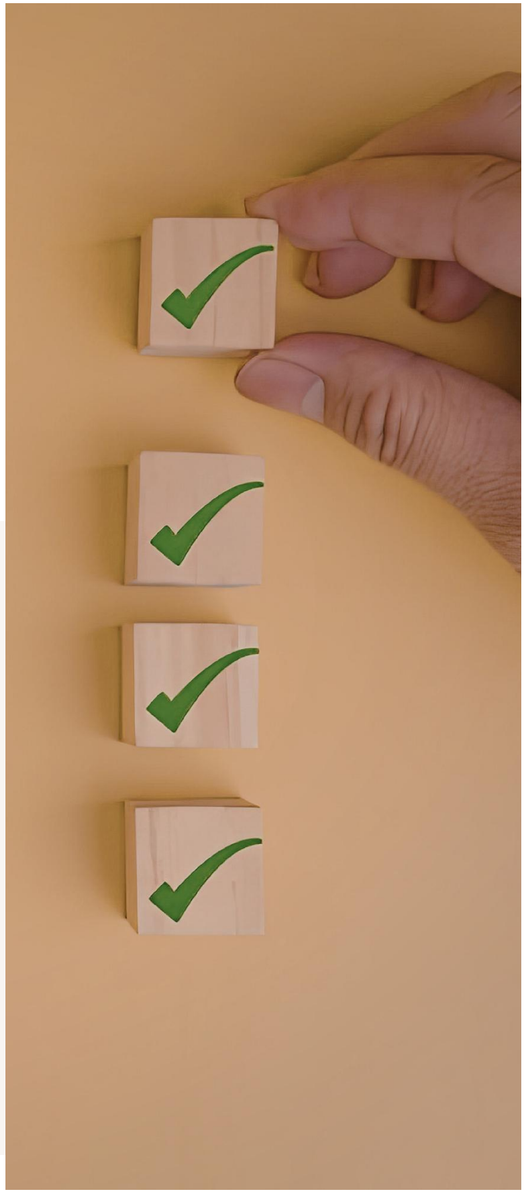


- **PARTICIPATION MINIMUM DE 15€ PAR MOIS ET PAR AGENT**
- **CHOIX DU DISPOSITIF :**

CONTRAT **INDIVIDUEL LABELLISÉ**

CONTRAT **COLLECTIF** À ADHÉSION ***FACULTATIVE***

CONTRAT **COLLECTIF** À ADHÉSION ***OBLIGATOIRE***



© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

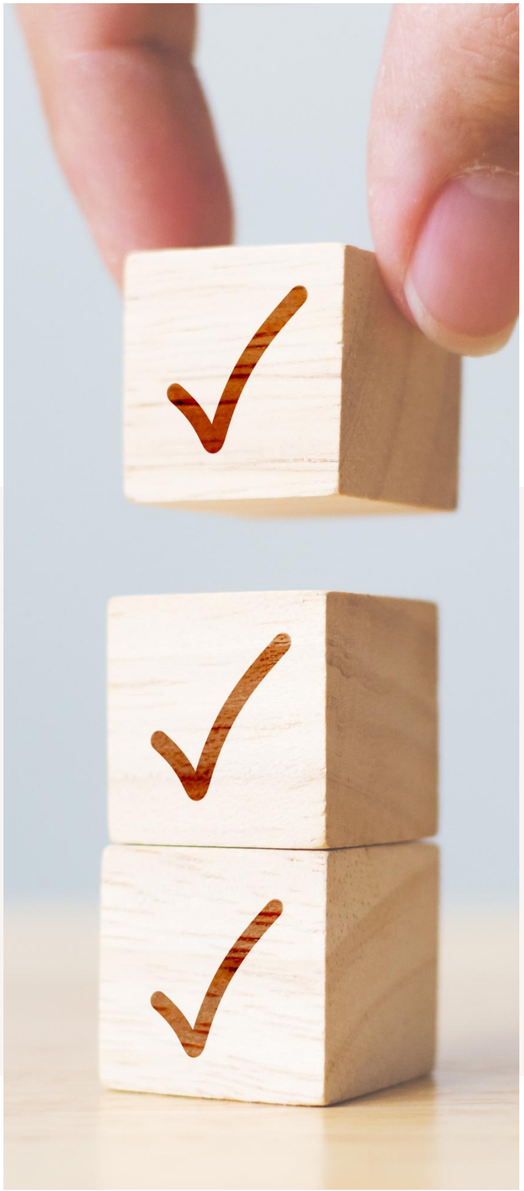
PREVOYANCE

AUDIT DE MISE EN CONFORMITE

- **INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL + INVALIDITÉ**
  90% TBI + NBI + RI nets
- **CONTRAT COLLECTIF À ADHÉSION OBLIGATOIRE**
- **PARTICIPATION À HAUTEUR DE 50% DE LA COTISATION BRUTE**

Calendrier de mise en conformité :

Au plus tard le
1er janvier 2029



GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.



PREVOYANCE

AUDIT DE MISE EN CONFORMITE

Calendrier de mise en conformité :

Au plus tard le 1er janvier 2029

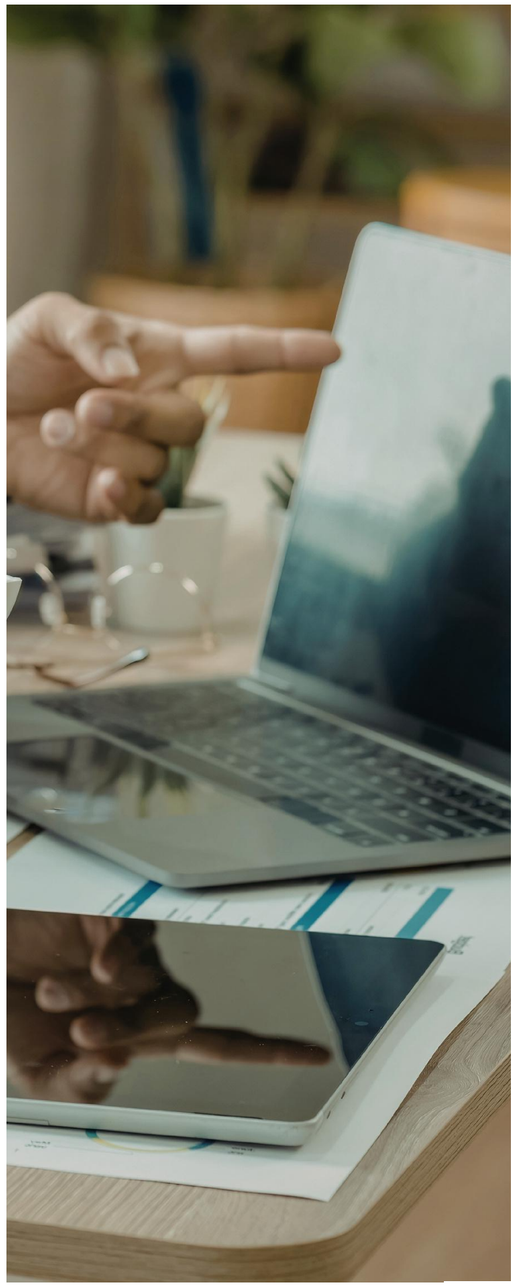
Contrat labellisé (individuel)	Fin du modèle
Contrat collectif à adhésion facultative échéance avant le 1er janvier 2029	Mise en conformité lors du renouvellement
Contrat collectif à adhésion facultative échéance après le 1er janvier 2029	Mise en conformité avant l'échéance du contrat et au plus tard le 1er janvier 2029
Contrat collectif à adhésion obligatoire non conforme	Mise en conformité avant l'échéance du contrat et au plus tard le 1er janvier 2029
Contrat collectif à adhésion obligatoire conforme	Modèle cible conforme

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

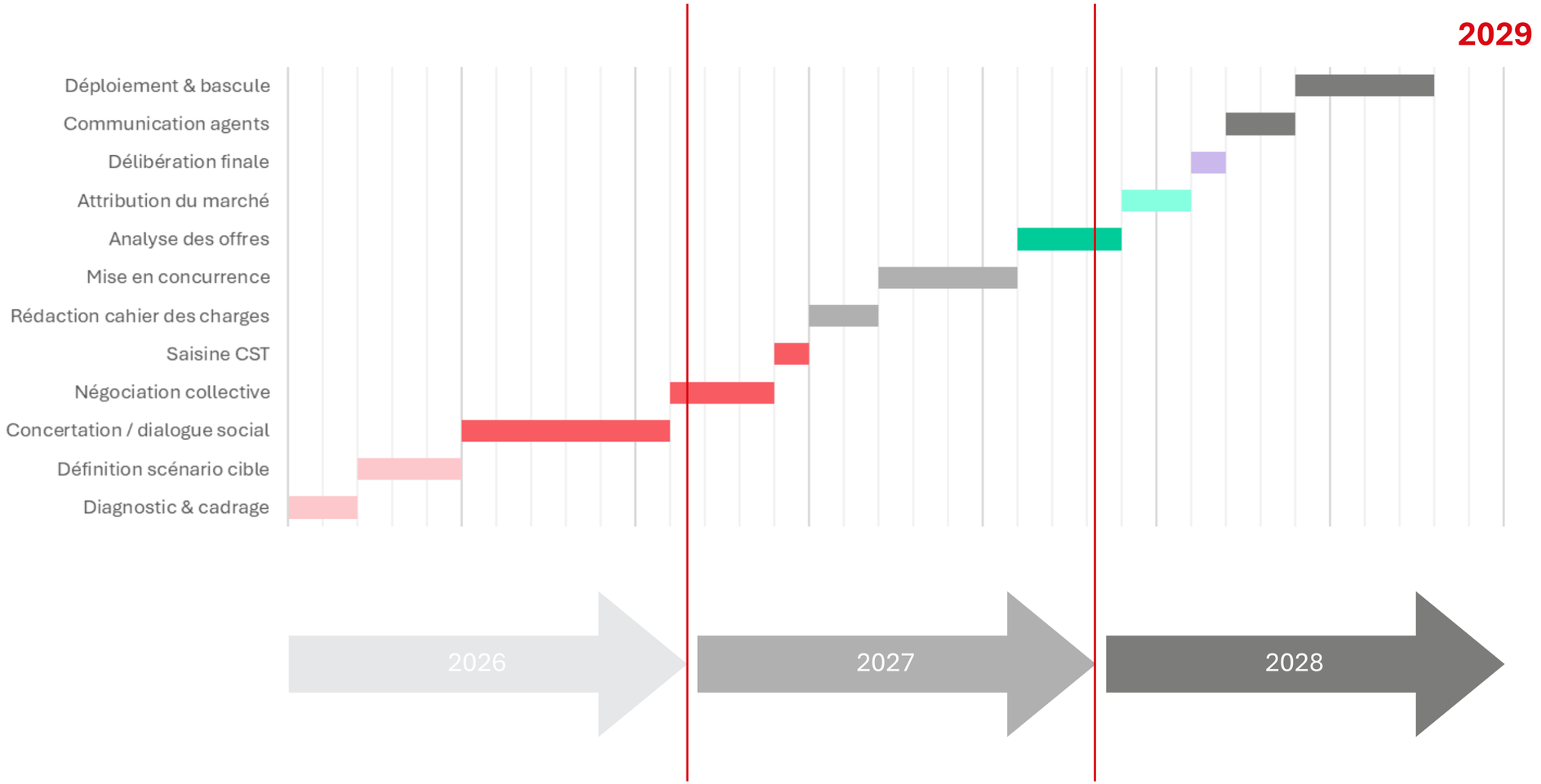


PRÉVOYANCE

RETROPLANNING

Calendrier de mise en conformité :

Au plus tard le
1er janvier 2029



GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

LES CHOIX À RÉALISER

EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE



Risque Santé

- Choix du dispositif : souhaitons-nous un contrat individuel labellisé ou collectif pour nos agents ?
- Comment garantir un taux d'adhésion suffisant ? Implication de la collectivité pour optimiser la QVT et la santé des agents ?
- En cas de contrat collectif :
  - Adhésion facultative ou obligatoire ?
  - Comment garantir un taux de mutualisation suffisant ?

Risque Prévoyance

- Quels niveaux de garanties proposés?
- Souhaitons-nous une simple conformité législative et réglementaire ou une politique sociale plus ambitieuse pour nos agents ?
- Faut-il prévoir l'intégration d'options à adhésion facultative sans participation employeur ? (Décès, Perte de retraite…)
- Dialogue social et signature d'un accord collectif rendu obligatoire dans certains cas ?



Participation Employeur

- Souhaitons-nous nous limiter au cadre réglementaire minimal ou aller vers une participation financière renforcée ?
- Quel équilibre souhaitons-nous trouver entre maîtrise des coûts et levier d'attractivité RH de la collectivité ?
- Quel reste à charge jugeons-nous acceptable pour les agents ?
- Modulation : retenons-nous une logique égalitaire (même participation pour tous) ou redistributive (modulation selon les revenus) ?
- Efficience de la participation employeur par rapport aux garanties souscrites ?

GROUPE Clémie

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

GROUPE Clémie

groupeclemie.fr

COOPÉRATION CENTRES DE GESTION PAYS DE LA LOIRE
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE LA SARTHE

© 2026 Groupe Clémie. Tous droits réservés. Protégé et confidentiel. Document strictement réservé au Groupe Clémie et à ses clients.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260921-delib11-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

Commune de SARGÉ-LÈS-LE MANS
Extrait du Registre des DÉLIBÉRATIONS
Séance du LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026
Objet n°11 / 07-2026

Date de Convocation Vendredi 04 Septembre 2026
Objet RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024

Nombre de Conseillers		Détail des votes	
En exercice	27	Pour	/
Présents	25	Contre	/
Votants	27	Abstention	/

Le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six, dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du vendredi quatre septembre deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Xavier CONTANT, Maire
27 personnes en exercice étaient présentes ou représentées à cette séance.

Mesdames Stéphanie ALLIAU, Janick AUBER, Céline BELLÉE, Nicole BOUVARD, Aurélie CAPLETTE, Sandrine CAPMAL BEAUSEIGNEUR, Nathalie DONNÉ, Ludivine LEBOUC, Aurélia NÉGARET, Aurélie PICHON, Angélique PLIQUE, Dominique RAVENEL, Christine ROUSSELIN.
Messieurs Xavier CONTANT, Olivier BOUGRAT, Patrick CHABOT, Michel DUVEAU, Éric GIRARD, Guénaël GRAGNIC, François GRENET, Arthur GRISON, Ludovic HERRAUX, Xavier LAVIRON, Jean-Louis MASSOT, Thierry MOHIMONT, Patrice TEMPLIER.

Pouvoirs de vote : **Absents : /**
Thierry MOHIMONT donne pouvoir à Eric GIRARD
Stéphanie HEUZARD donne pouvoir à Aurélie CAPLETTE

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.
M Olivier BOUGRAT est nommé secrétaire de séance.

VU la loi du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique, créant l'obligation d'élaborer chaque année un rapport social unique alimenté par une base de données sociales ;
VU le décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au Rapport Social Unique dans la fonction publique, précisant le champ et l'utilisation de la base de données sociales ;
VU l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la Fonction Publique Territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales (+ de 90 indicateurs RH) ;
VU l'article L231-4 du Code Général de la Fonction Publique précisant que le Rapport Social Unique doit être présenté à l'assemblée délibérante des collectivités territoriales et des établissements publics, après avis du comité social territorial.

CONSIDÉRANT les éléments fournis par la commune au Centre de Gestion de la Sarthe, comme ceux de 356 collectivités ayant répondu pour 2024 (soit 79% des collectivités affiliées), portant sur neuf chapitres, tels que l'emploi, les recrutements, les parcours professionnels (avancement, promotion interne, etc.), l'organisation du travail (quotité et gestion du temps, absentéisme), la rémunération, la santé et sécurité au travail (visites médicales, prévention, accident, maladie professionnelle), la formation, etc., dont la synthèse est jointe ;
CONSIDÉRANT que le Rapport Social Unique (RSU) constitue l'outil de référence pour renforcer la lisibilité de l'emploi public territorial, et a pour objectif d'aider à la décision et au pilotage des ressources humaines ;
CONSIDÉRANT la synthèse départementale du Rapport Social Unique 2024 présentée par le Centre de Gestion de la Sarthe devant le Comité Social Territorial, auquel la commune est rattachée ;

CONSIDÉRANT que le Rapport Social Unique doit faire l'objet d'une diffusion sur le site internet de la commune, à compter de sa présentation en Comité Social Territorial ;
CONSIDÉRANT la mise en perspective des données communales avec la synthèse réalisée à partir des données fournies par les communes sarthoises de la même strate (de 3.500 à 5.000 habitants) – document joint.

Monsieur le Maire porte à la connaissance de l'Assemblée Municipale, le Rapport Social Unique 2024 de la commune

Pour copie certifiée conforme
Sargé-Lès-Le Mans, le 21 Septembre 2026

Le Maire

M. Xavier CONTANT

Le Secrétaire de Séance

M. Olivier BOUGRAT

Le Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, informe qu'elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission ou de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217203280-20260921-delib11-07-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2026

SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024

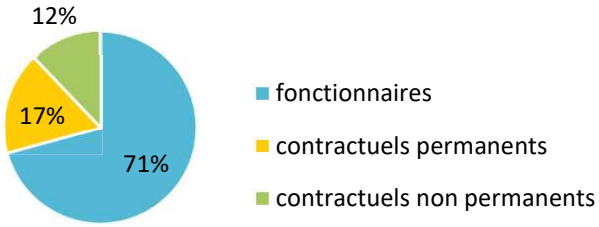
COMMUNE DE SARGE LES LE MANS

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2024. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2024 transmises en 2025 par la collectivité au Centre de Gestion de la Sarthe.

Effectifs

58 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2024

> 41 fonctionnaires
> 10 contractuels permanents
> 7 contractuels non permanents



1 contractuel permanent en CDI

Précisions emplois non permanents

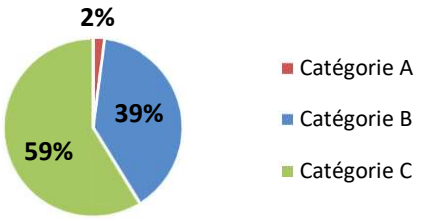
- Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- 1 contractuel non permanent recruté comme saisonnier ou occasionnel
- Personnel temporaire intervenu en 2024 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

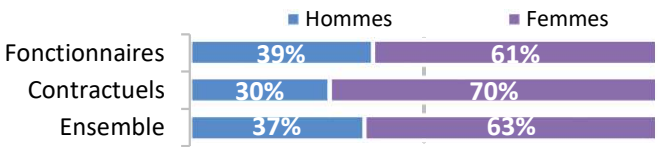
Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	24%	10%	22%
Technique	24%	10%	22%
Culturelle	27%	50%	31%
Sportive			
Médico-sociale	5%		4%
Police			
Incendie			
Animation	20%	30%	22%
Total	**100%**	**100%**	**100%**

Répartition des agents par catégorie



Répartition par genre et par statut

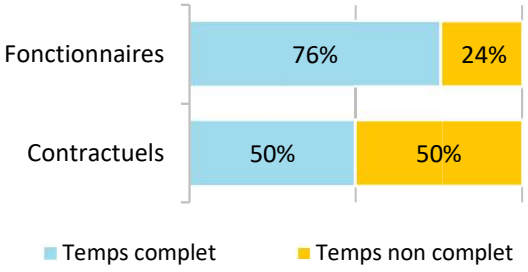


Les principaux cadres d'emplois

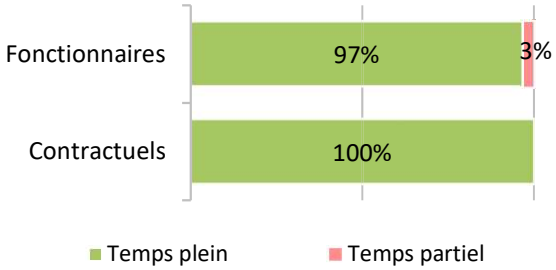
Cadres d'emplois	% d'agents
Assistants d'enseignement artistique	27%
Adjoints techniques	18%
Adjoints administratifs	16%
Adjoints d'animation	16%
Animateurs	6%

Temps de travail des agents permanents

Répartition des agents à temps complet ou non complet



Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



Les 4 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Culturelle	45%	60%
Animation	25%	67%
Technique	20%	0%
Administrative	20%	0%

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0% des hommes à temps partiel
4% des femmes à temps partiel

Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 44 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	**47,01**
Contractuels permanents	**33,00**
Ensemble des permanents	**44,26**

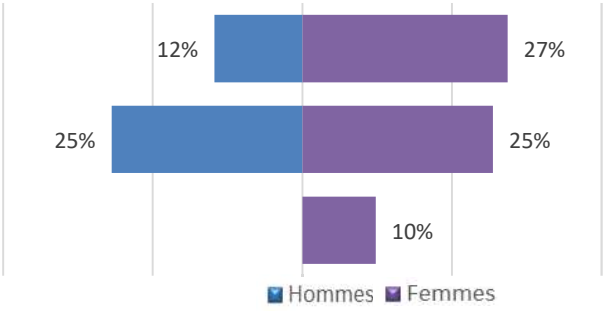
Âge moyen* des agents non permanents	
Contractuels non permanents	**42,50**

de 50 ans et +

de 30 à 49 ans

de - de 30 ans

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



** L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge*

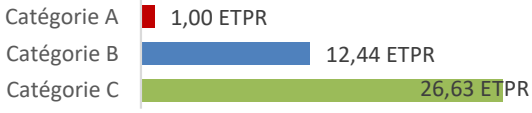
Équivalent temps plein rémunéré

43,15 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2024

> 35,09 fonctionnaires
> 4,98 contractuels permanents
> 3,08 contractuels non permanents

78 533 heures travaillées rémunérées en 2024

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

Aucune position particulière

Mouvements

En 2024, 7 arrivées d'agents permanents et 4 départs

3 contractuels permanents nommés stagiaires

Emplois permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2023 [1]	Effectif physique au 31/12/2024
48 agents	**51 agents**

[1] *cf. page 7*

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024		
Fonctionnaires	↗	**5,1%**
Contractuels	↗	**11,1%**
Ensemble	↗	**6,3%**

Principales causes de départ d'agents permanents

Fin de contrats remplacants	75%
Décès	25%

Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Remplacements (contractuels)	100%

** Variation des effectifs :*

(effectif physique rémunéré au 31/12/2024 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023)

Évolution professionnelle

Aucun bénéficiaire d'une promotion interne sans examen professionnel

1 lauréat d'un examen professionnel nommé

Aucun lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité

Aucun agent n'a bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

27 avancements d'échelon et un avancement de grade

Sanctions disciplinaires

Aucune sanction disciplinaire prononcée en 2024

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2024

	Hommes	Femmes
Sanctions 1er groupe	0	0
Sanctions 2ème groupe	0	0
Sanctions 3ème groupe	0	0
Sanctions 4ème groupe	0	0

Budget et rémunérations

Les charges de personnel représentent 47 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	4 246 488 €	Charges de personnel*	1 995 785 €	Soit 47 % des dépenses de fonctionnement

** Montant global*

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	1 226 599 €
Primes et indemnités versées :	106 737 €
IFSE :	88 151 €
CIA :	17 012 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	18 083 €
Nouvelle Bonification Indiciaire :	10 700 €
Supplément familial de traitement :	13 472 €
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €

Rémunérations des agents sur emploi non permanent :

70 250 €

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	s		s		26 286 €	s
Technique					30 048 €	s
Culturelle			38 058 €	31 440 €	s	
Sportive						
Médico-sociale					26 925 €	
Police						
Incendie						
Animation			s	s	25 890 €	s
Toutes filières	**s**		**37 662 €**	**31 190 €**	**27 515 €**	**25 796 €**

**s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*

La part des primes et indemnités sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 8,7 %

Part des primes et indemnités sur les rémunérations :	
Fonctionnaires	**9,50%**
Contractuels sur emplois permanents	**2,63%**
Ensemble	**8,70%**

- Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
- Les primes sont maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
- 797 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2024
- 80 heures complémentaires réalisées et rémunérées en 2024
- La collectivité a adhéré au régime général d'assurance chômage pour l'assurance chômage de ses agents contractuels

IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A	s	s										
Catégorie B	4 076 €	390 €	*9%*	2 427 €	663 €	*21%*	s	s		s	s	
Catégorie C	1 589 €	336 €	*17%*	2 373 €	442 €	*16%*				s		

**s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*

Absences

En moyenne, 32,6 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par fonctionnaire

> **En moyenne, 2,7 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par agent contractuel permanent**

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » *(maladies ordinaires et accidents de travail)*	**6,03%**	**0,74%**	**4,99%**	**0,12%**
Taux d'absentéisme médical *(toutes absences pour motif médical)*	**8,93%**	**0,74%**	**7,32%**	**0,12%**
Taux d'absentéisme global *(toutes absences y compris maternité, paternité et autre)*	**10,58%**	**0,74%**	**8,65%**	**0,12%**

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences *Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)*

- Aucune journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)
- 41,1 % des agents permanents ont eu au moins un jour de carence prélevé
- La collectivité adhère à un contrat d'assurance groupe pour la gestion du risque maladie

Accidents du travail

2 accidents du travail déclarés au total en 2024

> 2 accidents du travail pour 58 agents en position d'activité au 31 décembre 2024

> En moyenne, 32 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

2 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- Aucun travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent
- 2 travailleurs handicapés fonctionnaires
- 0 travailleur handicapé en catégorie A, 0 en catégorie B, 2 en catégorie C

Prévention et risques professionnels

ASSISTANTS DE PRÉVENTION

3 assistants de prévention désignés dans la collectivité

FORMATION

23 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût total des formations : **3 334 €**
Coût par jour de formation : **145 €**

DÉPENSES

La collectivité a effectué des dépenses en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail

Total des dépenses : **15 906 €**

DOCUMENT DE PRÉVENTION

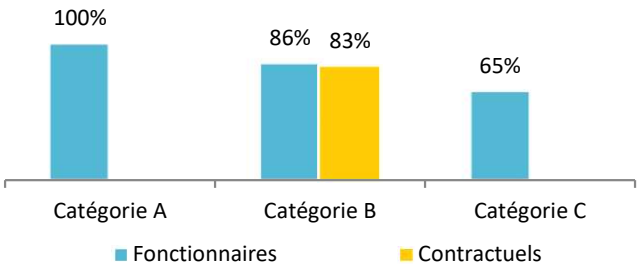
La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

Dernière mise à jour : 2019

Formation

En 2024, 68,6% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2024



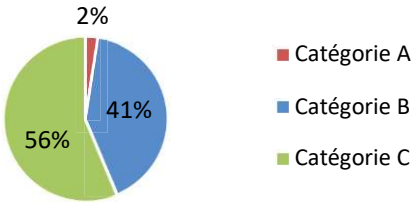
22 931 € ont été consacrés à la formation en 2024

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	44 %
Coût de la formation des apprentis	5 %
Frais de déplacement	24 %
Autres organismes	28 %

128 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2024

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 2,5 jours par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	47%
Autres organismes	53%

Action sociale et protection sociale complémentaire

La collectivité participe aux contrats de prévoyance

Montants annuels	Prévoyance
Montant global des participations	**4 900 €**
Montant moyen par bénéficiaire	**158 €**

L'action sociale de la collectivité

- Prestations servies par l'intermédiaire d'un organisme à but non lucratif ou d'une association locale

Relations sociales

Jours de grève

Aucun jour de grève recensé en 2024

Précisions méthodologiques

1Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2023

Pour les fonctionnaires :
Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2024
+ Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
+ Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :
Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2024
+ Départs définitifs de contractuels
+ Départs temporaires non rémunérés
+ Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :
Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2023
+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2023

[2]Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2024 x 365}} \times 100$$

Note de lecture :
Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :	2. Absences médicales :	3. Absences Globales :
Maladie ordinaire et accidents du travail	*Absences compressibles* + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	*Absences médicales* + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…)*
Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2024. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2024 transmis en 2025 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.

DONNÉES SOCIALES DES CENTRES DE GESTION

L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : octobre 2025 *Version 1*

RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024

Principaux points de repères des éléments communaux avec
les données des communes sarthoises de la même strate (de 3.500 à 5.000 habitants)

	Sargé-Lès-Le Mans	Communes de la Sarthe de 3 500 à 5 000 habitants
1-EFFECTIFS *agents employés au 31/12/2024 (fonctionnaires, contractuels permanents et non permanents)*	58 agents (51 permanents)	56 agents (49 permanents)
2-CARACTERISTIQUES DES AGENTS PERMANENTS (éléments prédominants) *Filière*	31% d'agents relèvent de la filière culturelle (22% administrative, technique, animation)	49% d'agents relèvent de la filière technique (20% administrative, 13% animation, 7% sociale)
Catégorie	59% d'agents occupent un poste de catégorie C et 39% de catégorie B	82% d'agents occupent un poste de catégorie C et 13% de catégorie B
Cadre d'emplois	Les assistants d'enseignements artistique rassemblent 27% des agents (18% agents techniques)	Les agents techniques rassemblent 42% des agents
3-PYRAMIDE DES AGES *Age moyen des agents*	44 ans	47 ans
4-EQUIVALENT TEMPS PLEIN RÉMUNÉRÉ (ETPR) *Unité de mesure proportionnelle au nombre d'heures travaillées sur une année par un salarié à temps plein*	43,15 agents	46,9 agents
5-MOUVEMENTS *Taux de rotation moyen des effectifs permanents*	6,3%	13,5%
6-SANCTIONS DISCIPLINAIRES PRONONCÉES DANS L'ANNÉE	0	0
7-BUDGET ET REMUNERATIONS		
• *Part des charges de personnel sur les charges de fonctionnement*	47%	51,9%
• *Rémunération moyenne par ETPR des agents permanents par catégorie :*		
Catégorie A (Fonctionnaires /Contractuels)	NC/NC	47.407€/45.991€
Catégorie B (Fonctionnaires /Contractuels)	37.662€/31.190€	36.585€/29.551€
Catégorie C (Fonctionnaires /Contractuels)	27.515€/25.796€	28.091€/25.802€
• *Part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents*	8,7%	14,9%
8-ABSENCES		
• *Taux d'absentéisme « compressible » par agent permanent (maladies ordinaires et accidents de travail)*	4,99%	3,76%
• *Taux d'absentéisme « médical » par agent permanent (toutes absences pour motif médical)*	7,32%	5,75%

• *Taux d'absentéisme « global » par agent permanent (toutes absences y compris maternité, paternité et autres)*	8,65%	6,05%
9-ACCIDENTS DU TRAVAIL	78% des collectivités concernées par des accidents de travail	
• *Nombre d'accidents du travail pour 100 agents permanents*	3,4	6,3
• *Nombre de jours en moyenne d'absence consécutifs par accident*	32	29
10-FORMATION		
• *Agents permanents ayant suivi une formation d'au moins un jour*	68,6%	48%
• *Budget consacré à la formation des agents*	22.931€	18.220€ (montant médian)
• *Nombre moyen de jours de formation par agent permanent*	2,5	1,6
10-ACTION SOCIALE ET PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE		
Montant annuel moyen par bénéficiaire :		
Santé	0	60
Prévoyance	158€	102€

NC = secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

En 2024, les 11 communes de la strate (3.500 à 5.000 habitants) sont La Bazoge, Sargé-Lès-Le Mans, Moncé-en-Belin, Bonnétable, Champagné, Savigné-L 'Evêque, Le Lude, Yvré-l'Evêque, La Suze-sur-Sarthe, Ecommoy et Château-du-Loir
9 communes ont répondu à cette enquête.